



**AUTO** Pleins feux sur les nouveautés 2004  
D 1

**ARTS ET VIE** La simplicité volontaire, un mode de vie B 1

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

# LE SOLEIL



www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE LUNDI 10 NOVEMBRE 2003

## Rattrapage et droit de grève à la Couronne

Les procureurs s'entendent avec l'État

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN  
PANormandin@lesoleil.com

Les procureurs de la Couronne ont accepté les dernières offres du gouvernement du Québec. 62% des 260 juristes réunis à Montréal samedi ont accepté les termes de cette première convention collective qui sera en vigueur jusqu'en janvier 2007. Après quatre ans de négociations infructueuses, ils obtiennent un rattrapage salarial de 9,85% sur trois ans.

**Les négos avaient été entreprises il y a 4 ans**

Dans cette entente, le gouvernement leur octroie également le droit de déclencher la grève, ce que l'Association des substituts du procureur général du Québec (ASPGQ) avait toujours refusé. Elle réclamait plutôt l'arbitrage liant, allant même jusqu'à porter sa demande devant l'Organisation internationale du travail en juin. « Il faut comprendre que les procureurs estiment que leur place n'est pas dans la rue », rapporte la présidente de l'ASPGQ, Josée Grandchamp.

Pour alléger la charge de travail de ces juristes, la convention prévoit l'embauche de 45 nouveaux procureurs. Vingt-cinq d'entre eux sont déjà en poste, alors que les 20 autres arriveraient d'ici un an et demi. Ceci devrait porter leur nombre à 380. L'ASPGQ en réclamait 125 de plus, en tout, pour subvenir aux besoins. « On approche du nombre de 400 », a avancé le ministre de la Justice, Marc Bellemare, sans préciser quand il comptait atteindre ce seuil.

Interrogé par LE SOLEIL au palais de justice de Québec, M. Bellemare s'est dit « très content d'avoir trouvé un terrain d'entente ». Il a indiqué que les procureurs auraient ainsi de meilleurs outils pour accomplir leur tâche.

Satisfaite du déroulement des discussions, la présidente de l'ASPGQ affirme avoir apprécié l'implication du nouveau venu dans ce dossier qui traînait depuis 1999. « C'était beaucoup plus difficile d'avoir l'oreille de l'ancien ministre Paul Bégin. » Josée Grandchamp reste tout de même sur sa faim quant au résultat final des négociations. « Il s'agit d'un premier pas. »

Réclamant 35% d'augmentation pour atteindre la moyenne de leurs

Voir **COURONNE** en A 2 >

## Une finale Alouettes-Eskimos



Une spectaculaire course de 35 verges du quart Anthony Calvillo a permis hier aux Alouettes de l'emporter sur Toronto 30-26 et de se qualifier pour la finale de la coupe Grey. Montréal y défendra son titre face aux Eskimos d'Edmonton, sacrés champions dans l'Ouest. Les deux mêmes équipes s'étaient affrontées l'an dernier. Voir textes en S2 et S3.

## Québec inc. invité à faire plus pour la capitale

La CCN étudie d'autres façons d'associer le privé à ses travaux

SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com

Les entreprises qui font de bonnes affaires à Québec seront conviées à délier les cordons de leur bourse et à faire leur part pour l'embellissement de la capitale nationale.

Le nouveau président de la Commission de la capitale nationale (CCN), Pierre Boulanger, veut convaincre les entreprises de Québec inc. de réinvestir dans la capitale un peu de ce qu'elles y gagnent. « Il y a plusieurs entreprises d'importance au Québec, essentiellement installées à Montréal, qui récoltent des revenus dans la capitale mais qui, malheureusement, ne sont pas très présentes quand vient le temps de réinvestir dans la communauté de Québec », affirme M. Boulanger, sans nommer de compagnies en particulier.

Le président entend donc trouver, avec son équipe, les meilleures façons d'intéresser plus d'entreprises privées à s'associer aux travaux de la CCN. « On essaie de voir si

Voir **CAPITALE** en A 2 >

## Le bilan s'alourdit à Riyad: au moins 17 morts

Sept Canadiens parmi les 122 blessés dans l'attentat attribué à Al-Qaida

RIYAD (AFP et AP) — Le nouvel attentat suicide, attribué à Al-Qaida, qui a frappé l'Arabie Saoudite dans la nuit de samedi à hier, a fait au moins 17 morts, dont cinq enfants, et 122 blessés, dont 7 Canadiens, dans un ensemble résidentiel de 200 logements de la banlieue ouest de la capitale, Riyad. Et ce bilan pourrait encore s'alourdir.

L'attentat, qui a suscité une vague de réprobation internationale, a visé un lieu habité principalement par des expatriés arabes, mais aussi par des Saoudiens et des Occidentaux.

La chaîne de télévision Al Arabiya rapportait hier la découverte d'un nombre indéterminé de cadavres des agresseurs. Mais les autorités n'ont pas précisé si le bilan des morts tenait compte du ou des kamikazes. Treize morts ont été identifiés: sept Libanais, quatre Égyptiens, un Saoudien et un Soudanais.

Selon l'ambassade de l'Égypte à Riyad, une famille égyptienne entière (un couple et ses deux enfants) a péri dans l'attentat.

Riyad affirme que des ressortissants

de 19 pays figurent parmi les blessés, avec, en tête le Liban (53 personnes), l'Égypte (17) et la Jordanie (8). Quatre Américains ont été blessés.

« D'après les derniers renseignements de notre corps diplomatique à Riyad, il y aurait sept Canadiens hospitalisés. Deux d'entre eux auraient déjà reçu leur congé de l'hôpital. On ignore la condition exacte des cinq autres, a déclaré André Lemay, du ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international. « Nous ne connaissons pas leur identité et nous ne

savons pas s'ils sont d'origine arabe. Tout porte à croire qu'ils se trouvaient dans le quartier d'Al-Mouhaya au moment de l'explosion », a-t-il ajouté.

L'ambassade canadienne à Riyad demeure ouverte, mais Ottawa conseille aux voyageurs canadiens de ne pas se rendre dans ce pays.

La plupart des blessés étaient légèrement atteints, mais 25 personnes étaient encore hospitalisées en fin de journée.

Voir **RIYAD** en A 2 >

## Après 10 ans dans le bois, l'« ours noir » de Sainte-Foy tient le coup

ALAIN BOUCHARD

ABouchard@lesoleil.com

Deux chaussettes calcinées sont restées suspendues au toit tout aussi calciné d'un abri de fortune qui a passé au feu, mais qui est resté debout par miracle. Mais son fabricant et propriétaire, dit l'« ours noir » de Sainte-Foy, ne s'en formalise pas une miette, étant lui-même une sorte de miracle quotidien.

« Le feu a pris, a brûlé, pis s'est éteint tout seul, c'est tout », laisse tomber André — c'est son prénom —, avec sa façon coutumière de couper court à tout. LE SOLEIL le visitait de nouveau, récemment, dans le surréaliste repaire de Sainte-Foy qu'il squatte de-

puis 10 ans, hiver comme été, par moins 30 Celsius comme par plus 30. Il n'a jamais voulu et refuse toujours de vivre ailleurs, malgré toutes les tentatives d'interventions communautaires effectuées en ce sens.

André ne parle ni plus ni moins que jadis. Il a toujours « 50 quèques années » comme jadis. Il fume autant que jadis. Il mange la même bouffe en conserve que jadis. Il est aussi sale que jadis. Il vit au milieu de son dépôt comme jadis. Seul changement notable: il n'a plus l'immense « toque » de cheveux de jadis, il dit les avoir coupés lui-même. Mais on ne s'habitue guère. Le tableau est aussi surréaliste que jadis. Tout ça dépasse tout autant l'entendement.

Pour la première fois, le mystérieux ermite a dû être hospitalisé de force, l'hiver dernier. « Sinon, il mourait gelé c'est certain, dit Serge Bédard, vieux routier de L'Archipel d'entraide de Québec, un organisme de secours aux nécessiteux. Ce fut très pénible de le sortir de là, la police a dû déchirer sa tente. Mais il n'avait plus de bois, donc plus de feu. Il s'était creusé un trou pour se protéger. Il était dépassé comme jamais auparavant. »

André ne raconte jamais ces choses-là. Ou il les occulte volontairement, ou il les oublie. « Ça va ben », répond-il tout le temps. « Non, l'hiver sera pas trop dur ». « J'ai tout ce qu'y faut... » Etc.

Voir **BOIS** en A 2 >



LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE  
André tient bon dans son repaire.

### SOMMAIRE

Actualités	A 3	Éditorial	A 14
Agenda	B 6	Le monde	A 10
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 16
Automobile	D 1	Québec / Canada	A 8
Bridge	S 19	Sports	S 1
Capitale et régions	A 6	Statistiques	S 12
Décès	C 5	Télévision	B 2
Divertissements	B 7		

### LA MÉTÉO

Maximum 1, minimum -4

Nuageux avec quelques flocons et vents légers. Détails page S 20.

Accumulation de neige (avant hier)

Ce mois-ci: 4,6 cm Lan dernier: 17,5 cm  
Cet hiver: 4,6 cm L'hiver dernier: 17,5 cm

QUÉBEC,  
107<sup>e</sup> ANNÉE, N° 310  
FLORIDE, 1,75 \$ US  
MONTRÉAL,  
OTTAWA 87¢  
PLUS TAXES



65¢ PLUS TAXES 6 27657 00071 1

**GOODYEAR**  
**AUTOPNEU AUCLAIR**

je paie 1 pneu par mois\*\*

Beauport 639, rue Clémenceau 661-1212  
Vanier 385, rue Lavoie 683-1010  
Les Saules 3755, boul. Hamel 871-6740  
Québec 1220, boul. Charest O. 681-4646  
Lévis 155, Président-Kennedy 833-2282

**GOODYEAR**  
Ultra Grip Ice

40\$ de rabais instantané\* du détaillant du 6 oct. au 15 nov. 2003

Traction maximale dans la neige et sur la glace

\*Rabais offert à l'achat de quatre Ultra Grip Ice

**GOODYEAR**  
Eagle Ultra Grip

60\$ de rabais instantané\* du détaillant du 6 oct. au 15 nov. 2003

Haut de gamme, très performant, offrant une traction exceptionnelle en hiver

\*Rabais offert à l'achat de quatre Eagle Ultra Grip

**PNEUS D'HIVER**

A partir de 44\$

P155/R0R13 / flanc noir

\*Achats minimum de 250\$ et sur approbation de crédit.

## DEMAIN dans LE SOLEIL



**Les séries au football scolaire.** Les séries éliminatoires sont commencées au football scolaire. Au terme de ce dernier sprint, les équipes championnes de chacune des ligues de l'ARSEQCA seront connues. Comme à chaque mardi, LE SOLEIL vous donne les grandes lignes des matchs joués en fin de semaine.

Dans le cahier Sports

## VOUS AVEZ UNE NOUVELLE? CONTACTEZ-NOUS

Vous avez été témoin d'un événement, avez observé des faits qui soulèvent des questions, avez des idées de reportages, d'enquêtes ou de dossiers qui pourraient être réalisés par un journaliste?

Téléphonez-nous: (418) 686-3394

Télexcopiez-nous: (418) 686-3374

Écrivez-nous: [redaction@lesoleil.com](mailto:redaction@lesoleil.com)

ou à: Nouvelles LE SOLEIL, 925, chemin Saint-Louis, case postale 1547 succursale Terminus, Québec (Québec), G1K 7J6

## POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344 1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

## LE SOLEIL

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 925, chemin Saint-Louis, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec), G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randoin, bureau 4, à Québec (Québec), G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 0470196. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

## LES SUITES

### COURONNE

Suite de la Une

collègues des autres provinces, les juristes au service de l'État québécois avaient tenu neuf journées d'étude en octobre 2002.

Bien que la position de Québec n'ait pratiquement pas changé depuis septembre, les procureurs ont décidé de remettre leur lutte à plus tard, lorsque les conditions seront plus propices à leur cause. «Les procureurs ont constaté qu'ils ne pouvaient pas obtenir plus dans le contexte actuel, avec la lutte de la fonction publique qui s'annonce.» Juste en 2003, l'ASPGQ a réuni à six reprises ses membres pour qu'ils se prononcent sur les offres gouvernementales.

### JUSTE UNE TRÊVE

Josée Grandchamp prévient d'ailleurs que l'entente intervenue, cette fin de semaine, ne représente qu'une trêve avec le gouvernement. «Nous n'abdiquons pas, assure-t-elle. C'est faux de penser que le dossier est clos.»

En lui octroyant le droit d'employer la grève comme moyen de pression, cette première convention donne une nouvelle arme aux procureurs de la Couronne. Les prochaines négociations, prévues pour la fin du mois de septembre 2006 pourraient donc se révéler encore plus difficiles pour Québec. Par contre, Josée Grandchamp espère que ses collègues n'auront pas à se servir d'un débrayage pour obtenir gain de cause.



Le ministre Marc Bellemare: «On approche des 400 procureurs.»

### C'ÉTAIT HIER

1989 — Todor Jivkov, au pouvoir depuis 1954, perd la direction du Parti communiste lors du remaniement bulgare, Petar Mladenov lui succède.

1987 — Pierre Marc Johnson démissionne comme chef du Parti québécois.

1982 — Des heurts opposent manifestants et policiers à Varsovie, Wrocław et Nova Huta, en Pologne.

1979 — Évacuation de 250 000 personnes à Mississauga et Oakville, en Ontario, après le déraillement d'un train transportant une substance chimique.

1975 — Naufrage du minéralier *Edmond Fitzgerald* lors d'une tempête dans les Grands Lacs, au large de Sault Sainte-Marie. Vingt-neuf marins perdent la vie. — L'Angola, colonie portugaise, accède à l'indépendance.

1972 — Le Nouveau Parti démocratique renverse 20 ans de pouvoir en Colombie-Britannique en faisant élire 38 députés sur 55.

1971 — Victoire des conservateurs de Peter Lougheed en Alberta mettant fin à 36 ans de pouvoir du Crédit social.

1969 — Première émission télévisée de *Sesame Street* aux États-Unis.

1947 — Fondation de la Société d'assurance des caisses populaires académiques.

1944 — L'Allemagne utilise une arme nouvelle, la fusée V-2, pour bombardier l'Angleterre.

1928 — Hirohito est couronné empereur du Japon.

1913 — Une tempête dans les Grands Lacs cause la mort de 270 marins.

## La RAMQ a perdu la trace de 100 000 bébés

(PC) — Au fil des ans, la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) a perdu la trace de plus de 100 000 bébés, des poupons dont l'accouchement a été payé par le régime public d'assurance et qui se sont par la suite évanouis dans la nature, révèle le quotidien *La Presse*.

Il y a trois ans, la direction des enquêtes de la RAMQ avait eu le mandat de clarifier cette situation embarrassante. Elle y avait vite renoncé devant la complexité de la tâche.

«Compte tenu de la qualité des statistiques qu'on avait, il était impossible de retrouver quoi que ce soit. Si on avait amorcé cette enquête, elle risquait de nous péter dans la figure. Il y avait trop de risques que cela se transforme en grand coup d'épée dans l'eau», constate Rodrygue Harvey, qui a été pendant cinq ans le grand patron des enquêtes à la Régie d'assurance-maladie avant de prendre sa retraite, l'an dernier.

«On ne tenait pas compte, par exemple, des bébés morts à la naissance», illustre d'autre part M. Harvey.

Depuis le déclenchement de l'enquête interne à la suite des révélations d'irrégularités dans l'octroi de cartes d'assurance-maladie, le service des communications de la RAMQ se réfugie dans un complet mutisme «pour ne pas nuire à l'investigation». Mais dans une entrevue accordée à *La Presse*, l'ancien patron des enquêtes de la Régie jette une lumière crue sur le manque de ressources de l'organisme pour débusquer de coûteuses fraudes.

«Les statistiques avaient passé dans tellement de mains, depuis la mise en place du régime public, qu'il devenait impossible de retrouver ces bébés», résume-t-il.

### RIYAD

Suite de la Une

L'attentat a été perpétré le jour même où les États-Unis avaient fermé leur ambassade et leurs consulats en Arabie, mettant en garde contre de nouvelles menaces imminentes d'attentats dans ce pays.

Aussitôt après l'attentat, le département d'État américain a ordonné à ses diplomates en poste en Arabie ainsi qu'à leur famille de rester chez eux et de ne pas quitter le quartier diplomatique.

D'après les autorités saoudiennes, les terroristes ont d'abord provoqué une fusillade avec les gardes de l'ensemble résidentiel, puis il y a eu trois explosions. Des diplomates ont effectivement entendu une grosse déflagration suivie de deux autres moins importantes à 15 secondes d'intervalle. Des incendies ont alors éclaté dans nombre de villas dont plusieurs se sont effondrées.

L'Arabie est sur le qui-vive depuis le triple attentat contre des ensembles résidentiels habités par des expatriés qui avaient fait 35 morts, le 12 mai, à Riyad.

Comme pour les attentats du 12 mai, le réseau terroriste Al-Qaïda fait figure de suspect numéro un.

Limitrophe du quartier diplomatique à Riyad, le lieu résidentiel visé dans la nuit est situé non loin du palais Al-Yamama du roi Fahd.

«La technique d'exécution de l'attentat est similaire à celle des explosions du 12 mai à Riyad, ce qui confirme que les auteurs du (nouveau) attentat appartiennent au mouvement Al-Qaïda, traqués par les autorités saoudiennes», a déclaré un responsable sous le couvert de l'anonymat.

Le risque de nouveaux attentats d'Al-Qaïda persiste, selon Washington qui multiplie les alertes.

La Maison-Blanche a indiqué hier que le président des États-Unis, George W. Bush, avait assuré le prince héritier saoudien, Abdallah ben Abdel Aziz, que son pays était au côté de l'Arabie Saoudite dans la guerre contre le terrorisme.

En s'en prenant à des résidences d'étrangers, les terroristes frappent le cœur de l'économie saoudienne. Six millions d'étrangers travaillent en effet dans le royaume, dont 35 000 Américains et 30 000 Britanniques. Les secteurs du pétrole, de la sécurité et de la santé dépendent de ces expatriés.

Les attentats surviennent aussi au moment où le royaume tente de faire passer des réformes sociales et judiciaires bloquées depuis des années et qui risquent de réduire le pouvoir des islamistes radicaux. «Ces gens sont désespérés. Ils savent qu'ils ne peuvent pas faire de coup d'État, qu'ils ne peuvent pas frapper les palais. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est de provoquer la confusion et le désordre», estime un influent analyste politique saoudien, Turki al-Hamad.

Pour l'ambassadeur saoudien à Londres, le prince Turki al-Fayçal, l'«unique objectif des terroristes est la destruction du royaume. Ce mal doit être stoppé», a-t-il déclaré, appelant «le monde entier à lutter avec (Riyad) contre ce mal pour débarrasser la communauté internationale de cette peste».

### CAPITALE

Suite de la Une

on peut développer des modes de financement où on pourrait donner une visibilité à ces entreprises qui nous aiderait à remplir notre mandat», explique M. Boulanger.

La dimension fiscale d'une participation privée à certains projets est à l'étude. La CCN évalue la possibilité d'accepter des dons ou du financement en échange «d'éléments de fiscalité» pour les entreprises.

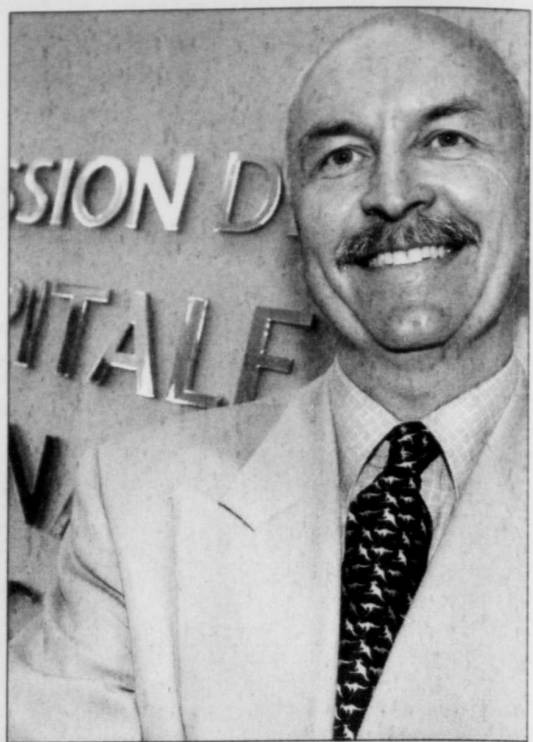
«On veut que le privé s'investisse dans cette capitale qui est celle de l'ensemble du Québec, il ne faut pas l'oublier», rappelle M. Boulanger.

### FINI LES VACHES GRASSES

En bout de ligne, le président ne s'en cache pas, l'objectif est d'étirer chaque dollar de fonds public dévolu à la CCN. Si, depuis sa naissance en 1995, la CCN a eu la chance de bénéficier des «années de vaches grasses», M. Boulanger affirme que l'organisme doit maintenant composer avec un «financement un peu plus serré».

«Il y a moyen de réaliser des projets de qualité sans verser dans le somptuaire ou le grandiose, et, de toute évidence, sans tomber dans la médiocrité, affirme le nouveau président, dont le mandat a débuté en août. Il faut revoir nos façons de procéder, s'assurer que les sous sont utilisés au mieux, là où ils sont le plus utiles: pour faire des projets, pas pour l'administration interne.» La rigueur sera donc de mise dans la planification des projets de manière à éviter le plus possible les dépassements de coûts et à respecter les échéanciers.

La CCN n'en serait pas à un premier partenariat. La plupart des fresques, de nombreuses publications ainsi que certains édifices mis en lumière par la Commission ont été réalisés grâce à un partage des coûts. «La CCN a beaucoup tra-



ARCHIVES LE SOLEIL/ÉRIC LABBE  
Pierre Boulanger, nouveau président de la CCN

vaillé avec la Ville de Québec, les gouvernements du Québec et du Canada ou d'autres partenaires, souligne M. Boulanger. Ce que je veux faire présentement, c'est me tourner encore beaucoup plus du côté du secteur privé.»

En plus de bénéfices fiscaux et d'une vitrine locale, une compagnie peut être tentée d'investir dans des projets de la CCN pour ensuite promouvoir son engagement dans la communauté.

«Je pense qu'il y a plusieurs entreprises qui, pour une raison ou une autre, pourraient vouloir se rapprocher de la capitale», affirme M. Boulanger.

### BOIS

Suite de la Une

Même sans domicile, l'homme touche 500 \$ d'aide sociale par mois. C'est Albert Bussières, un propriétaire de maison de chambres de Québec, qui reçoit le chèque et qui l'administre. Il se rend régulièrement pourvoir André en victuailles et marchandises diverses. Au point où celui-ci l'appelle même le facteur.

«C'est sûr que c'est un cas de très grande exception, un assisté social sans adresse, reconnaît Bédard. Mais je pense que nous pourrions le défendre avec succès si le gouvernement tentait de lui enlever son chèque. Un cas semblable a fait jurisprudence à Montréal. Un juge a établi que l'obligation d'un domicile fixe ne peut être un prérequis à l'aide sociale.»

André serait un ancien mineur revenu d'Abitibi après un coup de grisou qui l'aurait fait «capoter». Son diagnostic mental est plutôt vague, tout comme son histoire. Mais le résultat est qu'il ne veut pas vivre ailleurs que dans le bois, même s'il est relativement sociable quand on lui parle. Une manière de schizophrénie paranoïde, présume Serge Bédard.

Il y a deux semaines, l'équipe de Bédard et des employés municipaux de Québec ont procédé à un grand ménage du repaire de l'«ours noir». Mais L'Archipel n'est plus seul à veiller sur lui. Quelques résidents ou travailleurs du secteur passent de temps en temps lui donner de la nourriture et des cigaretttes. Comme cet ancien toxicomane réhabilité, venu lui apporter des biscuits, quand nous y étions. Un camarade qui l'accompagnait était complètement consterné, stupéfié.

L'«ours noir» se transporte à vélo, les rares fois

où il sort de sa tanière. Et quand la bécane rend l'âme, il y a toujours quelqu'un pour la remplacer. Quelques carcasses de vélos, éparpillées ici et là, indiquent qu'André en a utilisé plusieurs, et de tous les modèles.

Lermite se mêle parfois dans ses saisons. Il n'a jamais entendu parler de mère Teresa. «Mais il ne dérange personne, dit Serge Bédard. Il a choisi de vivre ainsi et il n'est pas beaucoup d'ouvrage à côté de bien d'autres cas. C'est quand on brise sa routine d'isolement que ça se complique.»

Le terrain squatté par André appartient au gouvernement, qui est au fait de sa présence. «Mais il a choisi de le tolérer, dit l'agent Jean Minguy, porte-parole de la police de Québec. Et tant qu'il n'y a pas de plainte ou de désordre évident, nous n'avons pas à intervenir.»

Quand André fut hospitalisé deux jours, l'hiver dernier, il a dû être complètement isolé de tout le monde, tellement il puait. Le personnel est parvenu à le débarrasser de vieux lambeaux de vêtement qui lui collaient au corps depuis plusieurs années probablement. André ne se lave jamais.

«S'il a survécu aussi longtemps, dit le Dr Christian Fortin, de la Santé publique de Québec, c'est bien la preuve que la saleté corporelle ne tue pas. C'est sûr que l'organisme de cet homme s'est adapté à ses conditions de vie. Mais il pourrait quand même être victime d'une infection, par suite d'une coupure par exemple. Il a peut-être été chanceux à sa façon.»

André dort sous une tente de plastique plus ou moins transparent; l'hiver surtout. Il dit qu'il la chauffe à l'aide de briques rouges par la braise, le jour. Ses «anges gardiens» espèrent seulement que le feu ne calcinera pas la tente, comme il a calciné son abri extérieur.

## LES MITSUBISHI 2004 SONT LÀ!



## LES MITSUBISHI 2003 PARTENT VITE!



1000, boul. Pierre-Bertrand, Québec,  
682.2226, 1.866.50.MITSU,  
[www.quebecmitsubishi.com](http://www.quebecmitsubishi.com)

[cyberpresse.ca/soleil](http://cyberpresse.ca/soleil)

Suivez  
l'actualité

Loto Québec		Résultats	
649		Tirage du 2003-11-08	
GAGNANTS		LOTS	
6/6	1	2 000 000,00 \$	
5/6+	1	525 531,60 \$	
5/6	211	1 992,50 \$	
4/6	11 061	72,80 \$	
3/6	209 982	10,00 \$	
Complémentaire: (29)		Ventes totales: 12 451 920 \$	
		Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$	
Québec		Tirage du 2003-11-08	
GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	1	50 000,00 \$	
5/6	14	500,00 \$	
4/6	1 203	50,00 \$	
3/6	20 507	5,00 \$	
Complémentaire: (16)		Ventes totales: 589 671,00 \$	
Extra		Tirage du 2003-11-08	
NUMÉRO 476354		NUMÉRO 228039	
Extra		Tirage du 2003-11-09	
NUMÉRO 907		NUMÉRO 5133	
Panco		Tirage du 2003-11-09	
NUMÉRO 02 03 06 07 08 11 12 15 18 20		NUMÉRO 27 34 40 48 52 53 59 60 67 70	
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de départ entre cette date et la date officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			
ÉMISSIONS-TIRAGES LE LUNDI ET LE MARDI À 19h SUR LE RÉSEAU TVA			

# ACTUALITÉS

## PROSTITUTION JUVÉNILE La mobilisation s'intensifie

JEAN-FRANÇOIS NÉRON  
JFNeron@lesoleil.com

Il y a un mois, Claude Bernard, commerçant à Place Fleur de Lys, mettait à la disposition de sa clientèle, une copie de la pétition en faveur de la poursuite du projet Scorpion. Hier, malgré le vent et le froid et un horaire de travail chargé, il a consacré sa journée de congé à vendre des articles promotionnels pour la continuité de l'enquête. Son but, venir en aide aux victimes, mais aussi faire éclater la vérité.

M. Bernard n'est pas concerné directement par cette affaire. Aucun enfant impliqué, pas plus qu'il ne connaît personnellement de jeunes filles victimes du Wolf Pack. Pourtant, il a joint sans hésiter le mouvement populaire. Sa démarche et celle des autres, insiste-t-il, n'est pas dictée, comme d'autres le soutiennent, par un animateur radio (lire André Arthur). « Je ne suis pas crédule et je suis capable de me forger ma propre opinion. »

Claude Bernard dit avoir perdu simplement confiance en la justice. « Je ne comprends pas pourquoi on a arrêté le projet. La confiance est brisée et je suis à la recherche de la vérité. J'ai l'impression qu'on est en train de s'en faire passer une petite vite. »

Et il n'est certes pas le seul. Jusqu'à présent, quelque 30 000 personnes ont signé la pétition d'une jeune mère de Beauport, Isabelle Pellerin, réclamant la réouverture de l'enquête. À cela, il faut ajouter plus de 40 000 articles, drapeaux, autocollants et autres objets vendus. Hier seulement, M. Bernard et quelques amis, en ont écoulé 1100 aux Promenades Beauport. « Je suis arrivé à 10 h 45 et un peu après midi, je n'avais plus de drapeau. » Les profits sont remis aux organismes voués à la protection de la jeunesse.

Loin de s'essouffler, la mobilisation s'intensifie. Le site Internet www.goscorpion.com sert de centre de liaison et d'information sur les événements à

venir. Un forum de discussion permet d'échanger les vues des participants sur les moyens à mettre de l'avant pour faire reprendre l'enquête.

Le site fournit également une lettre type adressée au ministre de la Justice, Marc Bellemare, et au ministre de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, leur demandant d'agir dans le dossier, chose qu'ils ont jusqu'à présent refusé de faire. À ce jour, 1266 lettres ont été expédiées par courriel aux deux élus.

D'autres activités sont à prévoir prochainement dont une marche populaire sur les plaines d'Abraham le dimanche 16 novembre. D'autres types d'articles promotionnels seront également en vente. Déjà, certaines personnes parlent de se rendre à Montréal suivre le procès. « C'est historique ce qu'on vit à Québec », souligne

M. Bernard, qui garde espoir de « faire changer les choses », faisant référence à la mobilisation populaire.

### BELLEMARE RESTE COI

Par ailleurs, questionné par les journalistes hier au palais de justice de Québec lors d'une journée portes ouvertes, le ministre de la Justice, Marc Bellemare, a refusé de commenter la décision du juge Gilles Hébert sur le changement de venue du procès de prostitution juvénile. Il s'est contenté de dire qu'il étudierait les ressources qui seront attribuées pour le déplacement du procès à Montréal. « Mais ne prenez pas ça comme un engagement », a prévenu le ministre.

Un partisan de la reprise de l'opération Scorpion présent au palais a voulu narguer le ministre avec son fanion rouge. Les agents de sécurité n'ont pas laissé le temps à ce citoyen de Lévis, André Gagné, d'approcher le politicien. L'homme qui veut que « justice soit faite » s'est immédiatement fait confisquer son petit drapeau. Il a pu poursuivre la visite des lieux, mais sous haute surveillance.

Avec Pierre-André Normandin

## Justice pour tous



LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Plus de 2000 personnes, jeunes et moins jeunes, ont répondu hier à l'invitation lancée par le palais de justice de Québec, en participant au rendez-vous de la justice, le second en 18 mois. Pour l'occasion, une visite guidée des lieux et la présence d'une trentaine d'exposants, dont celle des corps policiers de la région et de l'Aide juridique ont permis de fournir des explications sur les services rendus aux citoyens. De plus, la simulation de procès et de la composition d'un jury ont levé le voile sur le fonctionnement de certains aspects du processus judiciaire. Certains ont même assisté à une enquête et audition en matière de protection à la Chambre de la jeunesse, habituellement fermée au public pour protéger l'identité des personnes mineures.

## INSPECTION OBLIGATOIRE DES MINOUNES

# Québec dit non

CARL THÉRIAULT  
Collaboration spéciale

RIMOUSKI — Il n'y aura pas d'inspection obligatoire des véhicules automobiles de plus de 10 ans comme le recommandait le coroner Jean-François Dorval de Rimouski à la suite d'un accident qui avait fait deux morts à Matane en mars 2003.

Le ministère des Transports du Québec fait sienne l'argumentation de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) qui, dans une lettre au coroner Dorval, maintient que la sécurité des automobilistes n'est pas remise en cause par le vieillissement relatif du parc automobile québécois dont le tiers a plus de 10 ans.

« Nous ne donnerons pas de suite à cette demande d'inspection obligatoire. Nous avons quand même demandé à la SAAQ de nous faire parvenir des relevés des différentes opérations minounes, a déclaré au SOLEIL Isabelle Méridi, attachée de presse du ministre Yvon Marcoux.

Selon les données de la SAAQ, 2 % des accidents sont attribuables à des défaillances mécaniques de tout ordre (pneus usés, freinage...) comparativement à 45 % pour les facteurs humains. Des causes multiples comme l'état des pneus, le comportement du conducteur et les conditions météorologiques sont aussi souvent à l'origine d'un accident.

« Je ne connais pas de cas évident d'un véhicule léger où uniquement les conditions mécaniques ont causé un accident. Il y en a sûrement mais pas beaucoup », a souligné Gaétan Bergeron, ingénieur à la SAAQ.

Le coût d'une inspection mécanique d'un véhicule est évalué entre 50 \$ et 60 \$ pour une ardoise totale de 30 M\$. Actuellement, seuls les patrouilleurs de la Sûreté du Québec (SQ) émettent des avis de vérification mécanique (AVM) lors des différentes opérations d'interception d'automobiles.

En 2001-2002 sur un demi-million d'interventions, 3874 avis de vérification mécanique ont été remis à des automobilistes, une hausse de 80 % par rapport à l'année 1999-2000.

Dans son rapport d'investigation sur l'accident de Matane en mars dernier, le coroner Dorval avait relevé le triste état du véhicule accidenté. La Chevrolet Cavalier 1988, qui présentait d'importants problèmes de corrosion, était chaussé de quatre pneus d'hiver de trois marques différentes. Un écrou manquait à trois des quatre roues du véhicule qui s'est sectionné lors de l'impact causant la mort de Bobby Tremblay, 19 ans, et de Cassandra Savoie, deux ans et demi.

3874 avis de  
vérification  
ont été  
émis en  
2001-2002

## BARRAGE AU LAC-SERGENT

# Des citoyens veulent stopper les travaux

ANNE-LOUISE CHAMPAGNE  
ALChampagne@lesoleil.com

Dans une décision peu courante, le ministère des Pêches et des Océans (MPO) laisse la Ville de Lac-Sergent commencer la construction d'un barrage avant d'avoir établi son plan de compensation pour remédier à la détérioration de l'habitat du poisson.

« C'est le monde à l'envers ! estime Denise Moreault, qui habite en aval du lac, à Saint-Basile. On construit avant, et on évaluera les impacts après ! »

La Table de concertation en environnement de Portneuf, dont est membre Mme Moreault, a fait parvenir au ministre fédéral des Pêches et des Océans, Robert Thibault, une lettre demandant que cessent les travaux tant que le plan de compensation ne sera pas établi.

La table régionale a reçu vendredi l'appui de la Fondation Rivière, dont le coordonnateur, Alain Saladzius, a également écrit au ministre.

Pêches et Océans a accordé un délai de six mois au promoteur, la Ville de Lac-Sergent et son maire, Guy Beaudoin, pour produire ce plan. Il faut savoir que l'autorisation de construire relève du ministère provincial de l'Environnement mais que la gestion des impacts sur l'habitat du poisson relève du MPO. M. Beaudoin a obtenu l'autorisation provinciale, après avoir produit les études nécessaires.

Aux yeux de M. Saladzius et de Mme Moreault, la décision du MPO est un « précédent inacceptable », qui ouvre

la voie à d'autres exceptions de la même sorte.

« Nous sommes d'autant plus inquiets, écrit Alain Saladzius, que la municipalité a indiqué qu'elle n'allouerait aucune somme d'argent à la réalisation des travaux compensatoires. » Il se base sur une résolution du conseil municipal du 18 octobre dernier pour faire cette affirmation.

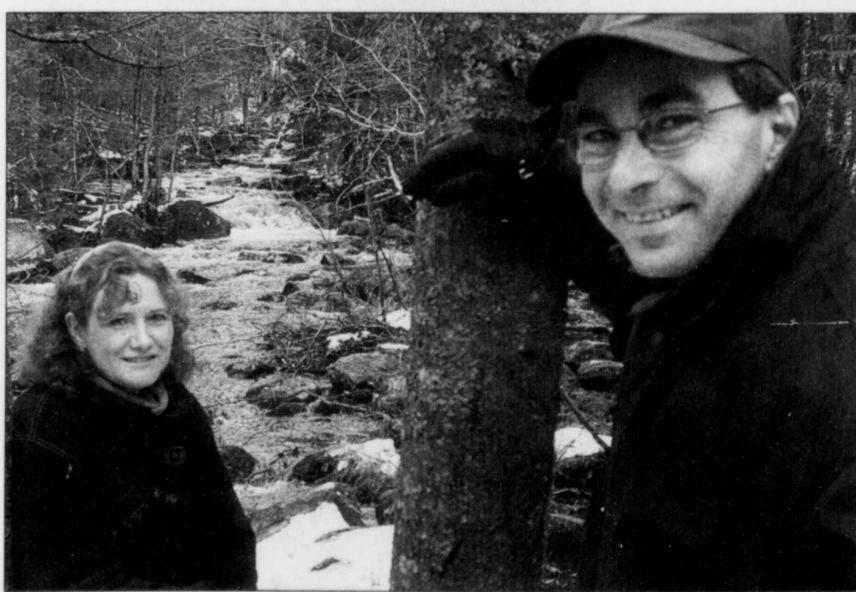
### IMPACTS EN AVAL

« Je ne suis pas contre le projet, affirme Mme Moreault. Je veux seulement bien connaître les impacts du barrage avant qu'il soit construit, pas après, lorsqu'il sera trop tard. »

Sur la terre de Mme Moreault coule le ruisseau de la décharge. Le cours d'eau en cascade forme à cet endroit un site vraiment remarquable. La famille y a installé une aire de pique-nique. L'été, ils s'y baignent et y pêchent.

Mme Moreault est très méfiante face au projet de Lac-Sergent. Tout en reconnaissant que des riverains du lac subissent les crues printanières, elle se demande ce qu'il adviendra de son ruisseau, une fois que les gens en amont auront réglé leur problème. Elle a été échaudée lorsque des barrages clandestins ont été aménagés au lac. Une journée de juillet 2002, l'eau ne coulait plus dans la rivière, et deux jours plus tard, le débit avait repris. « Ce n'était pas l'effet de la sécheresse, mais celui des barrages clandestins », croit-elle.

« Les gens en aval devraient justement être rassurés, puisque le barrage fera disparaître les clandestins »,



Denise Moreault et son voisin, Louis Matte, s'inquiètent des impacts de la construction du barrage sur le ruisseau.

retorque le maire de Lac-Sergent, Guy Beaudoin. Mais il ne s'agit là que d'un des objectifs de l'ouvrage.

Autour du lac, il y a 190 résidences susceptibles d'être affectées par les crues printanières. Le principal objectif de l'ouvrage est de régulariser ces crues, les autres buts étant de régulariser le niveau de l'eau en été et de permettre aux citoyens qui demeurent à la décharge d'accéder au lac.

Le maire espère aussi que le fait de hausser le niveau d'eau en été réduira la prolifération des plantes aquatiques, ce qui est incertain, reconnaît-il.

« On ne veut pas que notre lac devienne un autre lac Saint-Augustin, dit-il. Il est encore temps de le sauver. »

Gordon Walsh, directeur de la gestion de l'habitat du poisson au MPO, a expliqué au SOLEIL que le ministère avait tenu compte du budget modeste de la municipalité et de l'ampleur des travaux à réaliser. Jusqu'ici, le barrage coûte environ 115 000 \$ et les diverses études réalisées (études d'impact environnementales, plans et devis, représentations au BAPE) s'élèvent à 75 000 \$.

Le MPO, a expliqué M. Walsh, a réalisé une évaluation préliminaire qui lais-

sait croire que les travaux nécessaires pour compenser la perte d'habitat du maskinongé seraient coûteux. « On était conscient des difficultés et de l'ampleur des pertes », a expliqué M. Walsh. Alors pour donner un coup de main à M. Beaudoin, le MPO a proposé ce délai de six mois et a offert les services d'un biologiste-conseil. « Ce n'est pas la meilleure façon de procéder, a admis M. Walsh.

### IRRÉALISTE

Le maire de Lac-Sergent, Guy Beaudoin, a trouvé l'évaluation du MPO irréaliste.

« Il aurait fallu planter 18 hectares de plantes aquatiques, soit 8 % de la superficie du lac, alors qu'on essaie précisément de se débarrasser des algues et des plantes envahissantes ! » Ces plantations, croit M. Beaudoin, auraient exigé une fertilisation, et la Ville a justement adopté un règlement interdisant l'utilisation d'engrais organique pour prévenir la prolifération d'algues dans le lac.

Mais le maire jure au SOLEIL qu'il fournira le plan dans les délais, puisqu'il s'y est engagé.

« Dans six mois, nous aurons un document pour dire comment on va faire la compensation, avec l'aide de Pêches et Océans. » Du même souffle, il ajoute que cela ne se fera pas en quelques mois, mais plutôt en quelques années. Il a commencé à sonder les propriétaires riverains, dont plusieurs se sont dits prêts à faire les travaux nécessaires sur leur propre terrain.

Les nouvelles CHEVROLET 2004 sont arrivées! Venez en faire l'essai chez ...

● Malibu



● Epica



● Aveo

**MARLIN**  
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.

● Optra



2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy  
688-1212

LES SALAIRES DANS LE SECTEUR PUBLIC

ÉDUCATION		
■ Commissions scolaires		
□ secrétaire d'école (35 heures)	28 727 \$	à 33 403 \$
□ concierge (38,75 heures)	32 897 \$	à 36 254 \$
□ technicien en transport scolaire (35 heures)	28 088 \$	à 42 132 \$
□ psycho-éducateur (35 heures)	33 931 \$	à 62 475 \$
□ enseignant (taux annuel)	33 695 \$	à 63 527 \$
■ Cégeps		
□ magasinier, classe 1 (35 heures)	28 325 \$	à 32 325 \$
□ technicien en audio-visuel (35 heures)	27 577 \$	à 40 982 \$
□ conseiller à la vie étudiante (35 heures)	33 931 \$	à 62 475 \$
□ enseignant régulier (taux annuel)	33 034 \$	à 66 878 \$
FONCTION PUBLIQUE		
□ agent de bureau (35 heures)	26 025 \$	à 31 887 \$
□ agent d'aide socio-économique, classe nominale (35 heures)	30 810 \$	à 48 160 \$
□ agent de recherche et de planification socio-économique (35 heures)	34 510 \$	à 65 425 \$
SANTÉ		
□ préposée aux bénéficiaires (36,25 heures)	26 916 \$	à 29 545 \$
□ infirmière auxiliaire (36,25 heures)	28 562 \$	à 37 490 \$
□ inhalothérapeute (35 heures)	31 174 \$	à 46 566 \$
□ infirmière (36,25 heures)	33 328 \$	à 49 633 \$
□ travailleur social (35 heures)	34 154 \$	à 62 885 \$
□ infirmière bachelière (36,25 heures)	34 454 \$	à 63 438 \$

Source: Secrétariat du Conseil du trésor

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

## Un coup d'œil sur la rémunération des employés de la fonction publique

Le débat sur la rémunération des 485 000 salariés du secteur public est lancé.

À partir des échelles de traitement des réseaux de la santé et de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) et de la fonction publique — une information disponible dans le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor — LE SOLEIL publie ci-haut la rémunération annuelle versée à certaines catégories de personnel.

Il s'agit, dans la plupart des cas, des taux en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2003, soit la date d'entrée

en vigueur de la dernière augmentation salariale (2 %) accordée par le gouvernement.

Les infirmières, les infirmières bachelières, les inhalothérapeutes et les enseignants de cégeps membres de la FNEEQ-CSN et de la Fédération autonome du collégial, n'ont pas eu droit à cette augmentation car ils ont refusé, en février 2002, la prolongation de leur convention collective jusqu'en juin 2003.

Dans leur cas, le taux présenté dans le tableau correspond à leur salaire en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2002. G.L.

# Les salariés du secteur public sur le « chemin de l'enrichissement »

Près de 350 000 travailleurs veulent réduire l'écart avec le privé

GILBERT LEDUC  
GLeduc@lesoleil.com

■ À vouloir retrouver le « chemin de l'enrichissement », les employés de l'État québécois se montrent-ils trop gourmands ?

Représentant près de 350 000 des 485 000 salariés du secteur public, les trois grandes centrales syndicales québécoises — la CSN, la CSQ, la FTQ — ont dévoilé, la semaine dernière, leur appétit salarial à la veille des négociations pour le renouvellement des conventions collectives des syndiqués des réseaux de la santé et de l'éducation et de la fonction publique.

Pour la plupart des syndiqués, leur contrat de travail est terminé depuis le 30 juin dernier. Pour d'autres, dont les infirmières, les technologues médicaux, les inhalothérapeutes, les juristes de l'État et les enseignants des collèges membres de la FNEEQ-CSN et de la Fédération autonome du collégial, qui ont refusé, en février 2002, la prolongation de leur convention collective, les ententes sont échues depuis juin 2002.

Les centrales réclament des augmentations salariales de 12,5 % sur trois ans réparties de la façon suivante: 4,5 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, 4 % au 1<sup>er</sup> janvier 2005 et 4 % au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Le coût brut de la demande s'élève à 2,8 milliards \$. En tenant compte des récupérations fiscales directes et indirectes encaissées par le gouvernement, les centrales évaluent le coût net de leur fringale salariale à 2,1 milliards \$.

Dès le lendemain de l'annonce des revendications des syndicats, le premier ministre Jean Charest et ses ministres Yves Séguin (Finances) et Monique Jérôme-Forget (Conseil du trésor) plaçaient leurs vis-à-vis de la CSN, de la CSQ et de la FTQ devant la dure réalité des choses: une « impasse » de 3 milliards \$ attend le gouvernement libéral en 2004-2005. Y aura-t-il un gel salarial? Le ministre des Finances ne dit pas oui, ne dit pas non. Il n'en fallait pas plus, cette semaine,

pour sonner l'amorce des préliminaires d'une nouvelle ronde des négociations du secteur public qui ne débute véritablement qu'au printemps prochain alors que le gouvernement et les syndicats entameront les pourparlers sur les matières dites de table centrale, c'est-à-dire les salaires, le régime de retraite, les droits parentaux, les assurances, etc.

D'ici là, les centrales déposeront officiellement, à la mi-décembre, leurs demandes salariales. Les nombreux syndicats indépendants représentant, entre autres, les infirmières, les fonctionnaires, les professionnels de la fonction publique ainsi que les techniciens et professionnels du réseau de la santé, vont les imiter dans les semaines suivantes. Il restera alors au gouvernement à faire connaître sa politique salariale.

Aux diverses tables sectorielles — celles de la santé, de l'éducation et de la fonction publique — la machine des négociations devrait normalement se mettre en branle sous peu. À quelques exceptions près, toutes les organisations syndicales ont déposé leur cahier contenant les revendications touchant les clauses normatives des conventions collectives. Impatiemment, elles attendent de voir de quel bois va se chauffer le gouvernement et les employeurs des réseaux.

Tout ce calendrier — encore fort peu élaboré, faut-il l'admettre — risque d'être chambardé par les premières retombées de l'opération de « réingénierie » de l'État (lire partenariat public-privé) et plus particulièrement par les projets de loi du ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, notamment celui sur les fusions d'unités d'accréditation et la décentralisation au niveau local de la négociation de certaines matières de conventions collectives liées à l'organisation du travail.

Pour les centrales syndicales, il est clair que le ministre Couillard voudra faire le ménage dans l'enchevêtrement des 3142 unités de négociation avant d'amorcer les négociations dans sa cour. Le projet de loi du ministre du Travail, Michel Després, visant à modifier l'article 45 du Code du travail pour lever les obstacles à la sous-traitance risque également d'influencer les négociations.

### « SORTIR LA TÊTE DE L'EAU »

En présentant les demandes salariales des trois centrales, le premier vice-président de la CSN, Louis Roy, insistait pour dire qu'après des années d'érosion constante du pouvoir d'achat des travailleurs du secteur public, le mo-

ment était venu de faire bénéficier ces derniers de la richesse collective. « Il faut permettre à nos membres de se sortir la tête de l'eau », disait-il.

Les majorations de 12,5 % sur trois ans permettront, estiment les centrales, à leurs membres de réaliser un rattrapage intéressant par rapport aux travailleurs du secteur privé et de protéger leur pouvoir d'achat. L'ensemble des syndicats du secteur public ont obtenu des augmentations de 9,5 % pour les années 1999 à 2002. Les syndiqués qui ont accepté en 2002 la prolongation de leur convention collective, ont arraché, en 2003, une hausse de 2 %.

Selon un rapport du ministre du Travail, qui a scruté à la loupe les conventions collectives récemment signées au Québec, les pourcentages des augmentations qui seront accordées en 2004 et en 2005 s'établissent à 2,3 % et 2,4 %. Pour ces deux années, les centrales réclament 4,5 % et 4 %.

De son côté, le Conference Board du Canada prévoit que les augmentations de salaire au Québec, en 2004, seront de l'ordre de 3,3 % et de 2,6 % à 3,2 % ailleurs au Canada.

Le 27 novembre prochain, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) rendra public son ouvrage annuel dans lequel il compare la rémunération des salariés du secteur public à celle de l'ensemble des travailleurs québécois. À la veille d'une partie de bras fer patronal-syndical, il va sans dire que le rapport de l'ISQ va pimenter l'argumentaire des belligérants.

En 2002, l'institut constatait que les travailleurs du secteur public accusaient un retard de 9,7 % par rapport à l'ensemble des autres salariés québécois et, plus particulièrement, de 9,5 % par rapport à ceux du privé et de 14,1 % à ceux du privé syndiqué.

Au sommet de son échelle salariale, un professionnel de l'administration québécoise gagnait, en 2002, 63 255 \$ comparativement à 68 836 \$ pour un collègue du privé. Une employée de bureau du privé empochait 38 098 \$ contre 31 377 \$ pour celle du public.

Le public tirait de la patte, même en tenant compte de la « rémunération globale » — cette notion statistique qui regroupe les avantages sociaux et des heures de présence au bureau en plus du salaire versé. Ainsi, les employés du secteur public présentaient un retard de 7,8 % par rapport à l'ensemble des salariés québécois. LISQ constatait toutefois la parité avec le privé, mais il notait aussi le retard de 13,5 % du public par rapport au privé syndiqué.

Dans une étude rendue publique en octobre dernier, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante évaluait à 44 154 \$ le revenu annuel moyen des travailleurs du secteur public québécois. Ils sont devancés par leurs collègues des Territoires du Nord-Ouest (60 483 \$), de l'Ontario (47 374 \$), de la Colombie-Britannique (45 961 \$) et l'Alberta (45 686 \$).

### HAUSSE DES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION

Cette année, les dépenses prévues pour la rémunération — c'est-à-dire les salaires et les contributions de l'employeur aux régimes de retraite et divers autres régimes étatiques et d'assurance collective — des employés de l'État s'élèvent à 25,6 milliards \$, soit 56 % des dépenses de programmes.

Au ministère de la Santé et des Services sociaux, par exemple, une tranche de 13,4 milliards \$ du budget de 19,1 milliards \$ va à la rémunération du personnel et des médecins.

En mars dernier, un relevé effectué par le Secrétariat du Conseil du trésor signalait que les dépenses de rémunération de l'État avaient fait un bond de 23 % entre 1998-99 et 2002-2003, passant de 19,8 à 24,4 milliards \$.

La hausse était particulièrement notable dans le secteur de la santé — 30 % de plus. Dans l'éducation et la fonction publique, les augmentations des dépenses de rémunération ont été de 19,7 % et de 12,2 % respectivement.

Le Secrétariat du Conseil du trésor identifiait trois raisons expliquant cette croissance: les augmentations salariales de 9 % pour les années 1999 à 2002 (coût: 1,8 milliard \$) consenties lors de la dernière ronde de négociations; les redressements apportés à la rémunération de certaines catégories d'emploi, dont les infirmières, les enseignants, à la suite de travaux d'équité salariale, à la suite de démarche de relativité salariale et, finalement, l'ajout de 17 000 nouveaux postes dans l'appareil gouvernemental dont 12 000 dans la santé.

Selon des données fournies par le Secrétariat du Conseil du trésor, les centrales indiquaient, plus tôt cette semaine, que le salaire annuel moyen payé, en 2001-2002, à des travailleurs du secteur public détenant un poste à temps complet était de 41 203 \$. Et si l'on tient compte d'employés qui travaillent à temps partiel — c'est le cas pour la moitié des salariés du réseau de la santé — le salaire annuel moyen passait alors à 27 951 \$.

INFINITI QUÉBEC INFINITI QUÉBEC

Un service signé  
*Michel Potvin*

QX4 2003  
- Bleu  
- 11 800 km  
- Démarreur à distance  
- Tout équipé

PDSF 50 175\$  
**45 631\$** Prix pour vendre

5250, rue John-Molson, Henri-IV, sortie 140  
658-3535 www.einsteinnissan.com

INFINITI QUÉBEC INFINITI QUÉBEC

Laissez parler votre cœur...  
Le don effectué suite à un décès est un geste d'espoir.  
Il suffit de quelques minutes pour le faire.  
Une carte témoignant de votre sympathie et de votre générosité sera envoyée à la famille éplorée.

1 888 473-4636



FONDATION DES MALADES DU CŒUR DU QUÉBEC

ExpressVu<sup>MC</sup> 101 Canal 11

Avec Sébastien Bovet, en semaine, l'information régionale est toujours au rendez-vous.

On vous raconte ce qui se passe ICI!

À midi pile, dans le cadre de **L'Heure du midi** (dès 11h30)

À 17h 57, dans le cadre de **Aujourd'hui** (dès 17h)

ICI

Radio-Canada

## MAINTIEN DES SERVICES DES CÉGÉPS

## La FECQ n'envisage pas de faire la grève

Pour s'assurer que le gouvernement du Québec réinvestisse rapidement en éducation, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) compte lui envoyer un chèque pour l'aider. Si leur demande ne reçoit pas de réponse positive, l'organisation profitera de son congrès de la fin du mois pour voter une escalade des moyens de pression.

## Elle organisera une collecte de fonds qu'elle remettra au ministre Yves Séguin

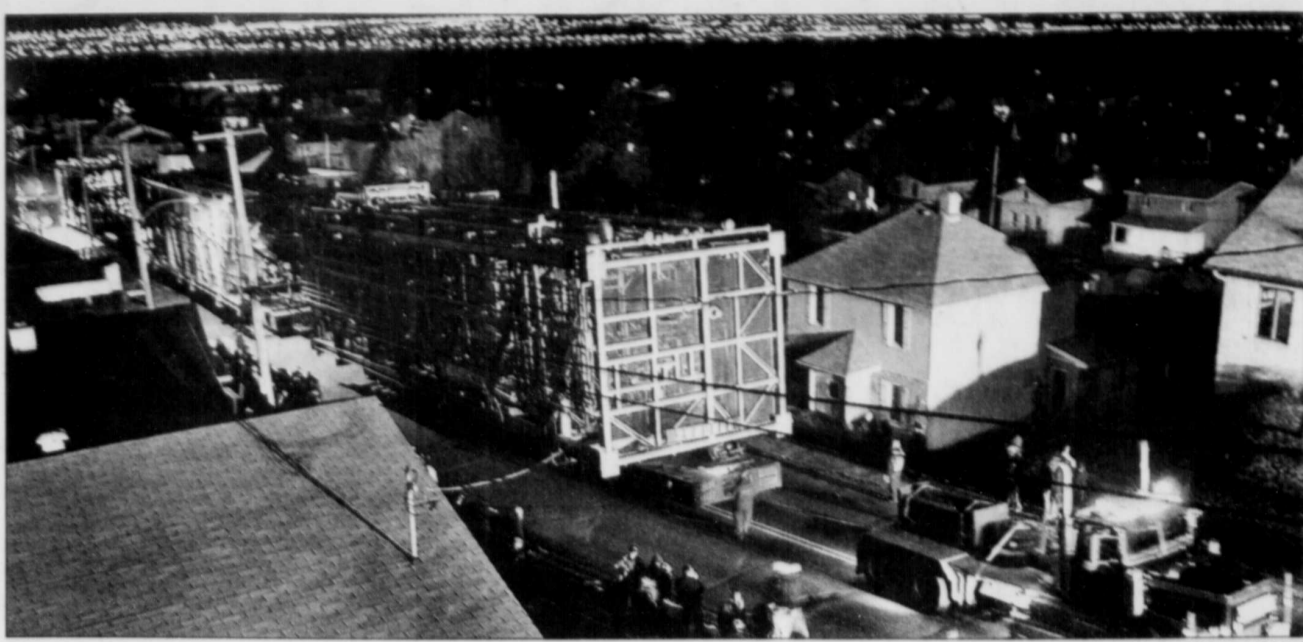
En attendant, près d'une trentaine d'associations membres du mouvement ont décidé hier, lors d'une réunion tenue à Québec, d'organiser une collecte de fonds le 25 novembre. L'argent récolté sera ensuite envoyé au ministre des Finances du Québec, Yves Séguin, pour son prochain budget. Par cette action symbolique, la FECQ veut l'inciter à injecter les sommes nécessaires au bon fonctionnement du réseau collégial.

En effet, la Fédération des cégeps rapporte que le système a eu un manque à gagner de 15 millions \$ l'an passé et en prévoit autant pour cette année. De plus, une douzaine d'institutions s'achemineraient vers un déficit.

Pour l'instant, la FECQ n'envisage pas de faire la grève, contrairement à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante qui appelle au débrayage illimité. Geneviève Hardy regrette que la manifestation de jeudi à Québec ait tourné à l'affrontement avec les forces policières. « On a les mêmes revendications, mais pas les mêmes moyens. C'est dommage, mais leur message n'est pas passé. »

L'important pour la présidente de la FECQ, Geneviève Hardy, est de faire comprendre au gouvernement que les jeunes craignent que les difficultés rencontrées par les cégeps ne les forcent à couper dans leurs services. « Trente-six pour cent des étudiants changent de programme chaque année », rapporte-t-elle. L'absence de psychologues et d'orienteurs dans de nombreux établissements n'y serait pas étrangère, une situation que la FECQ juge inacceptable.

« Ça ne va peut-être pas aider à obtenir un diplôme, mais ça peut être avantageux dans le processus », affirme Geneviève Hardy. Pour l'instant, ces services sont offerts au bon vouloir des administrations. « S'ils ont de la difficulté à payer le chauffage, c'est sûr qu'ils n'auront pas l'argent pour les maintenir », dit la présidente de la FECQ, P.A.N.



Yves Lachance d'Ultramar estime que le transport aura coûté à lui seul plusieurs centaines de milliers de dollars.

## Un monstre industriel a traversé Lévis

Ultramar a fait transporter trois modules de 150 tonnes du chantier de la Davie vers sa raffinerie

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN  
PANormandin@lesoleil.com

Branle-bas de combat la nuit dernière à Lévis. Ultramar a mené la phase la plus critique de la construction d'une nouvelle structure à sa raffinerie: le transport à travers un quartier résidentiel de trois modules pesant environ 150 tonnes chacun. Pour assurer le passage de cet immense convoi, de nombreux fils électriques ont dû être sectionnés, plongeant dans le noir une centaine de résidences et commerces.

« On prépare le passage des modules depuis plus d'un an », affirme le chargé de projet pour Ultramar, Yves Lachance. En fait, des équipes œuvrent depuis le printemps à éloigner les obstacles sur le trajet de 15 kilomètres séparant la raffinerie du chantier maritime de la Davie. Fabriqués en Espagne, ces trois morceaux avaient un volume et un poids trop importants pour être déplacés autrement.

Un peu après 20 h, le convoi s'est mis en branle. À voir la centaine de curieux bravant le froid pour voir cet impressionnant spectacle, les citoyens n'ont pas semblé trop se plaindre de tout ce boucan. Les résidents du quartier qui ont perdu l'électricité ont été prévenus et des équipes se sont affairées à rebrancher les domiciles le plus rapidement possible.

Les trois modules ont été déposés sur des plates-formes mobiles téléguidées par une personne marchant à leur côté. La plus longue dispose de 128 roues pour mieux répartir le poids. « La charge que le pavé a à supporter n'est pas supérieure à celle d'un camion 10 roues rempli de terre », indique Yves Lachance. De nombreuses études ont été menées pour s'assurer que le convoi ne causerait pas de dommages, notamment sur le pont qu'il doit enjamber. Au cours de la prochaine semaine, de nouvelles évaluations seront effectuées pour vérifier si des dommages ont été causés.

Pour s'assurer que le transport se déroule dans l'ordre, Hydro-Québec, Gaz Métro, Bell, la Sûreté du Québec, Vidéotron et plusieurs entreprises privées ont été appelés en renfort pour superviser l'opération. Au moment d'écrire ces lignes, Yves Lachance prévoyait que le trajet prendrait entre cinq et six heures.

## STRUCTURE DE 72 MÈTRES DE HAUT

Lorsque les modules seront assemblés, une nouvelle structure de 72 mètres de haut s'élèvera sur le site de la raffinerie. La construction de cette unité de désulfuration, destinée à enlever le soufre de l'essence, représente un investissement de 300 millions \$. Yves Lachance estime que le transport aura coûté à lui seul plusieurs centaines de milliers de dollars.



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

La présidente de la FECQ, Geneviève Hardy, veut faire comprendre au gouvernement que les jeunes craignent que les difficultés rencontrées par les cégeps ne les forcent à couper dans leurs services.

## La science suscite l'intérêt des jeunes

Le quatrième Forum international Science et Société a connu un vif succès cette fin de semaine. Une vingtaine de scientifiques de la France, de la Belgique et du Québec ont permis à quelque 250 étudiants du cégep et de l'université de mieux comprendre certaines questions de l'actualité. Réunis au campus de Charlesbourg du Cégep de Limoilou, les jeunes ont pu effectuer, entre autres, un voyage aux origines de l'humanité et réfléchir sur les questions éthiques reliées à l'émergence de la génétique. Devant l'intérêt suscité par leurs présentations, les organisateurs comptent revenir l'an prochain avec la même formule. P.A.N.

## Moscou interdirait les baisers en public

MOSCOU — « Les amoureux qui se bécotent sur les bancs publics » seront bientôt passibles d'une amende à Moscou si la municipalité adopte une réglementation — actuellement à l'étude selon la presse locale — contre les manifestations d'affection impudiques. D'après le quotidien *Stolichnaya Vechernyaya Gazeta*, les couples pris en flagrant délit de bouche à bouche pourraient écoper d'amendes allant de 300 à 500 roubles (de 13 à 20 \$). (AP)

## LES OCCASIONS DE PRESTIGE

JAGUAR 2001  
5-Type 4.0  
70 000 km

OPTIONS DE PAIEMENT DE BAII  
Acompte 36 mois 48 mois  
0\$ 860,40\$ 771,55\$  
5000\$ 707,13\$ 650,52\$

AutoCollection de Québec  
175, rue Marais, Vanier (418) 683-4451  
www.autocollectiondequebec.com

Soirées d'information à 19h

• Séjour en Sicile - Mardi 11 nov.  
Départ : 4 au 25 mars 2004  
• Yukon et Alaska - Mardi 25 nov.  
Départ : 13 au 28 juin 2004  
• Japon - Jeudi 4 déc.  
Départ : 7 au 20 avril 2004  
• Croisière en Alaska - Mardi 13 jan.  
Départ : 13 au 20 juin 2004  
Réservation nécessaire

clubvoyages Alfa  
969, route de l'Église, Sainte-Foy  
653-6099 / 877-482-4532

www.cyberpresse.ca

DEPUIS 1978

LA PLUS BELLE  
ADRESSE POUR ÊTRE

La plus belle  
DEPUIS 25 ANS

Merci  
À TOUTES LES FEMMES

MARCEL PELCHAT

PLACE LAURIER, QUÉBEC ☎ 651.34.34

L'UNIQUE  
RÔTISSERIE PARISIENNE  
à Québec

LE CAFÉ DU MONDE  
BISTRO PARISIEN  
VIEUX-QUÉBEC

84, RUE DALHOUSIE, TERMINAL DE CROISIÈRES  
VIEUX-PORT, QUÉBEC

418-692-4455  
WWW.LECAFEDUMONDE.COM

101790

Service d'automne  
LESSARD HYUNDAI

Spécial no.1 Vidange d'huile et changement de filtre à 19,95\$ avec inspection GRATUITE en 19 points

Spécial no.2 Entretien du système de refroidissement à 39,95\$

Spécial no.3 Mise au point Hyundai à 59,95\$ (4 cyl.)  
Bougies Platine ou iridium en sus.

Spécial no.4 Entretien des freins avant à partir de 89,95\$  
(pièces et main-d'œuvre comprise)

Spécial no.5 Rabais de 15% sur les lames d'essuie-glace Hyundai

Spécial no.6 Entretien de la boîte automatique à 64,95\$  
Main-d'œuvre seulement.

Pour 4,99\$ de plus (valeur de 23,99\$) obtenez ce sac à dos avec parapluie télescopique, étui amovible pour téléphone cellulaire, pochette en toile pour bouteille d'eau avec sangle robuste.

Limite 1 par client. Jusqu'à 20% d'escompte des stocks. Taxes en sus. Offre valable jusqu'au 11 décembre 2003

HYUNDAI  
PIÈCES ET SERVICE D'ORIGINE

LESSARD  
HYUNDAI

659, Boul. St-Joseph, Québec  
Entre Pierre-Bertrand et Laurentien  
Prenez rendez-vous au  
HYUNDAI  
623-5471  
Pièces et service ouvert le soir jusqu'à 21h.

# LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

BILAN DES DEUX ANS DU PROJET-PILOTE D'UNITÉ MOBILE D'HÉMODIALYSE

## D'autres « reins sur roues » espérés

Le ministère de la Santé donnera son verdict d'ici trois mois

BAPTISTE RICARD-CHÂTELAIN  
BRicard@lesoleil.com

■ L'unité mobile d'hémodialyse de l'Hôtel-Dieu de Québec pourrait bientôt faire des petits. À la fin décembre, ou au début 2004, le verdict tombera: le ministère de la Santé déposera le « bulletin » concluant les deux ans du projet-pilote.

La semaine dernière, les membres de l'équipe de l'unité ont reçu un bon coup de pouce. L'Ordre des infirmières du Québec leur a remis le Grand prix innovation clinique. Le jury voulait souligner le gain en accessibilité aux soins pour les patients des régions et le soulagement pour les centres hospitaliers.

Mise sur la route en décembre 2001, l'unité mo-

bile dessert Charlevoix et Portneuf. Elle a permis aux personnes souffrant d'insuffisance rénale de recevoir des traitements près de leur résidence plutôt que de se rendre dans la capitale, expose l'infirmière-chef responsable de la dialyse rénale au CHUQ et de l'unité mobile, Diane Boisvert.

Mais, même si le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, a remis la distinction, le gouvernement est loin de donner le feu vert aux autres régions. Qualifiant le projet « d'initiative intéressante », son attachée de presse, Cathy Rouleau, indique que la réflexion est loin d'être terminée. Surtout quant au budget disponible pour une telle entreprise. Elle juge néanmoins « qu'il y a un potentiel à ce niveau ».

Diane Boisvert espère que la balance penchera en faveur d'une expansion. D'autant plus que

ce projet — « unique au monde », selon elle — intéresse de plus en plus de médecins étrangers et des entreprises.

La naissance de l'unité mobile, installée dans un autobus, a permis aux deux régions visitées d'éviter la construction de centres permanents,

fait valoir M<sup>me</sup> Boisvert. La facture de départ est moindre: 1,2 million \$ pour l'autobus, 1,9 million \$ pour chacune des unités sédentaires.

Étonnamment, à l'origine, l'unité mobile avait été créée afin de permettre aux patients souffrant d'insuffisance rénale de... voyager. En sachant que l'autobus se rend trois jours par semaine à Saint-Raymond et trois autres à Baie-Saint-Paul, ils pouvaient planifier des escapades.

Mais, avec le temps, les besoins des malades locaux ont paru tout aussi importants. « Mainte-

nant, ça s'adresse aux résidents d'abord. » Plusieurs devaient se taper trois heures de route aller-retour à Québec pour recevoir un traitement de quatre heures. Trois fois par semaine, sinon « c'est la mort ».

« Ça améliore beaucoup leur qualité de vie, certifie M<sup>me</sup> Boisvert. Ça fait en sorte que les patients des régions ont accès à des soins spécialisés. Et ça garde les gens dans leur milieu, impliqués. » Le maintien en emploi est facilité.

L'unité mobile a besoin d'environ 500 000 \$ par année pour fonctionner. En théorie, elle pourrait réaliser quelque 3100 traitements par année. Elle en offre environ 1500 en ce moment. Ses services ne sont pas utilisés à plein régime. Tout dépend du nombre de malades dans les régions. Parfois, certains reçoivent un nouveau rein et n'ont plus besoin d'hémodialyse. La demande est plus grande lors des vacances, puisque les malades-voyageurs ont recours au service.

### L'unité mobile vient de recevoir de l'Ordre des infirmières le Grand prix innovation clinique

## Lancement d'un livre pour les 50 ans du Carnaval de Québec

ALAIN BOUCHARD  
ABouchar@lesoleil.com

La mère du célèbre Patrick Roy, Barbara Ann Miller, fut reine du Carnaval de Québec, en 1961; elle était duchesse de Champlain. Le mot carnaval vient de quarnival qui, déjà en 1268, en Europe, désignait la période allant de la fête des Rois au Mercredi des cendres. Il devient ensuite carnaval et traduit plus étroitement la notion de fêtes populaires. Puis, ce fut carnaval.

Ces informations très peu connues se retrouvent aux côtés de bien d'autres dans le livre que la Commission de la capitale nationale (CCN) va lancer, demain, sur l'histoire du Carnaval de Québec, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de son époque moderne. Mais l'auteur, l'historien Jean Provencher, ne se contente pas d'anecdotes. Il propose le récit d'une histoire qu'il ose comparer à Alice au pays des merveilles, lui qui fait pourtant partie de ces intellectuels qui ont toujours boudé, voire dénié cette grande fête hivernale.

« Il y eut des hauts et des bas dans l'histoire du Carnaval, dit-il en entrevue au SOLEIL. Et je ne me gêne pas pour les décrire. Mais il faut admettre l'évidence: voilà un grand événement populaire. »

Provencher a eu la commande exclusive de la CCN, il tient à la préciser. L'administration du Carnaval n'a rien à voir là-dedans, dit-il. « J'étais beaucoup sur mes gardes au début. Mon premier réflexe a été même de me dire: je suis content que le Carnaval ne m'ait pas appelé pour ça. Puis j'ai découvert un album de famille fascinant! »

### DÉDAIN INTELLECTUEL

Provencher se dit conscient de se mettre au blanc avec ce livre. Parce que les intellectuels et pseudo-intellectuels ont de tout temps dédaigné le Carnaval; sans doute l'une des raisons pour lesquelles il existe si peu d'écrits substantiels sur le sujet, croit-il. « Mais je ne suis pas inquiet de mon ouvrage », déclare l'historien.

Ce dernier comprend d'autant plus ces intellectuels distants qu'il avoue en faire souvent partie. Par exemple, il avouera de ne pas avoir vraiment fréquenté le Carnaval avant l'an dernier, pour les fins de son livre. « Les intellectuels sont mal à l'aide avec les fêtes populaires, explique-t-il, parce



PHOTO TIRÉE DU LIVRE « LE CARNAVAL DE QUÉBEC — LA GRANDE FÊTE DE L'HIVER »  
Ce n'est qu'en 1963 que la côte De Salaberry a été entièrement ouverte à la circulation automobile en hiver. Le Carnaval de Québec y tenait, à ses débuts notamment, des concours de slalom à skis.

qu'ils ont de la difficulté à s'y situer. S'ils ne se retrouvent pas au cœur de l'événement, ils sont un peu perdus. »

Le Carnaval première mouture est né en 1890 des efforts d'Eugène Chinic, Jean-Baptiste Laliberté et de Zéphirin Paquet, trois hommes d'affaires qui voulaient ainsi relancer l'économie. Les blocs du premier palais provenaient du fleuve. Il y eut des courses de traîneaux à chiens dès le début. Donc, rien de très nouveau quand elles sont revenues à l'affiche en 1996.

Le Carnaval deuxième mouture commença en 1955, après une interruption de plusieurs années. Le maire de Québec, Lucien Borne, accueillit très favorablement le projet de Louis-Philippe Plamondon, propriétaire du restaurant Kerhulu et du Manoir Saint-Castin, Wilbrod Bhérier, président de la Gare centrale d'autobus, et Louis Paré, directeur de l'Office municipal du tourisme. Le premier président de ce Carnaval phase II a été nul autre que le grand patron du SOLEIL du temps, Abbé-Frédéric Mercier. Estelle Côté en était la première reine.

### DES HAIES EN RAQUETTES!

Bonhomme est né dès 1955, et les duchés, deux ans plus tard. Des compétitions de ski alpin ont eu lieu dans la fameuse côte De Salaberry. Une reine, Michelle Lacroix, a été couronnée sous les huées de la foule en 1957. La rue Sainte-Thérèse, en basse ville, a été désignée artère officielle du Car-

naval en 1960, l'année même du premier Tournoi international de hockey pee wee. Des raquetteurs se sont déjà disputés des courses de haies chaussées de leurs raquettes!

La princesse Grace Kelly, de Monaco, est invitée d'honneur du Carnaval de 1969, grâce au fait que la femme du maire Gilles Lamontagne, l'Américaine Mary Schaefer, avait étudié avec elle durant huit ans à Philadelphie. Les premières sculptures sur neige apparaissent en 1973 devant le parlement. En 1974, les ateliers du Carnaval s'effondrent... sous la neige!

Le premier ministre René Lévesque trinqua au caribou chez le célèbre Ti-Père, de la rue Sainte-Thérèse. Puis voilà que le Carnaval s'essouffle au point de se rabattre, en 1995, sur Mickey Mouse et ses amis de Walt Disney, pour tenir le coup. Survient la crise sévère qui mènera à la grande réforme de 1997: les duchesses disparaîtront du décor et Place de la famille, sur les plaines d'Abraham, prendra une expansion considérable.

La dernière reine a été Pascale Tardif, de Frontenac. Gaston Fortier a bâti 32 palais de glace et 14 de neige, durant ces 50 années de l'époque moderne.

Une grande constance se dégage sur le plan financier, indique Jean Provencher: « Les gens d'affaires ont investi très peu d'argent dans le Carnaval. Ils ont même inventé la vente de la bougie, pour refléter le financement au peuple! » Le message est passé...

## Les marchandises de la deuxième chance

La Ressourcerie de Lac-Saint-Charles remet en valeur ce qu'on lui donne

LISE FOURNIER  
LFournier@lesoleil.com

Récupération, réutilisation, remise en valeur. Trois mots, mais surtout trois moyens de redonner vie aux objets usagés. La Ressourcerie de Lac-Saint-Charles le fait depuis 1995.

L'entreprise à but non lucratif axée sur le développement durable recueille chaque année des tonnes de vêtements, de meubles et d'électroménagers. Toutefois, la coordonnatrice du magasin, Diane Laberge, déclare sans ambages ne garder que des choses en bon état. Les articles finis n'ont pas de deuxième chance ici.

Pourquoi parler d'un magasin de seconde main qu'on qualifie aussi d'entreprise de l'économie sociale? La raison première est environnementale. Déjà les incinérateurs brûlent des quantités astronomiques de déchets. Alors, qu'en serait-il sans ces entreprises de récupération? questionne Diane Laberge. Selon elle, la sauvegarde de l'environnement passe par là, et il faudrait même multiplier les initiatives du genre. La deuxième raison est économique. Elle répond aux besoins des étudiants, des jeunes travailleurs, des bricoleurs, des gens âgés, des familles à faible revenu qui n'ont pas les sous pour acheter du neuf.

Or, chose moins connue, la Ressourcerie aide aussi des gens à réintégrer le marché du travail grâce à un programme d'aide à l'emploi. L'entreprise compte actuellement 24 personnes, en plus d'un camion pour la récupération.

Le commerce ressemble à une grande surface commerciale, mais sans les réclames publicitaires. On ne voit pas non plus de présentoirs fourre-tout où il faut plonger pour dénicher quelque chose de valable. Au contraire, tout est classé, étiqueté, épinglé, « car l'opération stratégique dans ce type de commerce, c'est le tri », mentionne encore M<sup>me</sup> Laberge. À ce stade, les objets passent ou non le test du « réutilisable ». « Dans l'affirmative, ils seront lessivés, «shampouinés», dépoussiérés et réparés, sinon nous les jetons. Pas question de vendre des jeux incomplets, des vêtements déchirés, sales ou déteints, des souliers défoncés, des fauteuils démembrés, affirme la

responsable. Tout doit sentir le propre. Il faut que les gens soient fiers de magasiner ici. »

### PEINTURE RECYCLÉE ET CIE

Parmi les articles d'intérêt, la peinture recyclée à 14 \$ le gallon (taxes incluses) se vend bien, dit-elle. Ces produits proviennent d'une entreprise de Victoriaville, connue sous le nom de Peinture, teinture et vernis récupérés, qui fabrique des latex d'intérieur et d'extérieur, des antirouilles, des teintures et vernis alkyde.

Un autre rayon qui semble bien garni est celui de la literie. « Nous en avons en quantité », déclare M<sup>me</sup> Laberge. Emballés dans des enveloppes plastifiées, les ensembles ont été lavés et soigneusement pliés avant d'arriver sur les étagères. Même chose pour les jouets d'enfant qui brillent comme des sous neufs, alors que du côté des meubles, il y a de très belles surprises. D'ailleurs, la Ressourcerie organise chaque année un spécial antiquités et un autre pour sports d'hiver et de printemps.

### SUPERBES DÉGISEMENTS

Mais selon nous, le secret le mieux gardé de l'entreprise, c'est son département du « déguisement »: une galerie de superbes costumes qu'on s'étonne de trouver dans un magasin de l'usagé. Et pourtant, ce sont les employées elles-mêmes (majoritairement des femmes) qui les créent en puisant dans le récupéré. La collection Nouvelle-France, entre autres, est éblouissante, tout autant que les tuniques indiennes, les multiples habits du capitaine Crochet, les costumes de sorcières, de clowns et de fées, etc. Mais attention! leur prix va de pair avec les heures et la créativité qu'on y a dépouillées.

Rappelons que la Ressourcerie fait partie d'un réseau panquébécois de 30 magasins qui ont une filiation avec le ministère de l'Environnement, puisque celui-ci subventionne le démarrage de ces entreprises dites de l'économie sociale. En contrepartie, ces magasins doivent s'autofinancer au bout de trois années et répondre à des critères environnementaux définis par le ministère pour conserver leur appellation officielle de Ressourcerie.

DEMAIN DANS LE SOLEIL

Dans le cahier Arts et vie

## Les rôles de Kidman



Au printemps dernier, Nicole Kidman a complété sa transformation d'actrice talentueuse en vedette de cinéma, un processus des plus mystérieux puisqu'il s'est produit au vu et au su de tout le monde. Elle semble être là depuis toujours et, en même temps, on vient de la voir apparaître: ses yeux bleus scintillent sur la couverture glacée de toutes les revues, son nom figure tout en haut de la grande liste hollywoodienne.

## Des pics de pollution de l'air causeraient des crises cardiaques

WASHINGTON (AFP) — Des pics de pollution de l'air peuvent déclencher des crises cardiaques, particulièrement chez les fumeurs, ont rapporté hier, à Orlando en Floride, des chercheurs lors d'une conférence de l'Association américaine pour le cœur.

Quand la pollution a atteint son niveau le plus élevé, durant une période totalisant 18 jours par an dans la région étudiée en France, les risques de crise cardiaque se sont révélés 161% plus élevés dans la population générale et 250% plus élevés chez les fumeurs, a expliqué le Dr Yves Cottin, qui a mené les travaux.

Les chercheurs ont noté « une hausse de 91% des admissions pour une crise cardiaque au sein de la population générale, et plus encore chez les fumeurs », quand le niveau de pollution « par des particules fines, de moins de 10 microns, principalement attribuables au diesel, a dépassé les 25 microgrammes par mètre cube », a poursuivi le cardiologue français.

« C'est encore un argument contre la cigarette, et un avertissement pour les personnes à risque de ne pas sortir et de s'abstenir d'activités intenses pendant les pics de pollution », a ajouté le spécialiste de l'Université de Dijon en France. Selon lui, « les médecins devraient même envisager d'augmenter le traitement pour les malades du cœur durant ces périodes de pollution à haut risque ».

Le Dr Cottin et ses collègues ont examiné des statistiques collectées entre janvier 2001 et décembre 2002, portant sur 322 patients hospitalisés pour une crise cardiaque dans la région de Dijon, dont 42% étaient fumeurs.

Pour parvenir à leurs conclusions, les chercheurs ont comparé le nombre quotidien de crises cardiaques à la concentration quotidienne de particules inférieures à 10 microns.

### SRAS

## Des rescapés atteints d'une maladie osseuse, à Hong-Kong

HONG-KONG (AP) — Quarante-neuf rescapés de l'épidémie de pneumonie atypique souffrent d'une dégénérescence osseuse, probablement causée par leur traitement aux stéroïdes, a annoncé hier l'Autorité hospitalière du territoire.

Nombre de malades du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) à Hong-Kong avaient reçu des antiviraux et des stéroïdes à haute dose, un traitement dont certains experts craignaient qu'il ne se révèle dangereux.

L'Autorité hospitalière précise que 49 des 1755 personnes qui avaient contracté le SRAS dans le territoire sont atteintes de nécrose avasculaire, une affection qui empêche le sang de circuler jusqu'aux os, provoquant des risques de fractures.

Des chercheurs ont également lié le traitement aux stéroïdes à des cas d'ostéoporose, une fragilité osseuse, chez des rescapés du SRAS, mais l'Autorité hospitalière n'en fait pas état dans son communiqué, précisant seulement qu'une centaine d'anciens malades souffrent de problèmes osseux.

Aucun traitement efficace n'a encore été développé pour soigner le SRAS.

## Le trafic d'enfants, un fléau à combattre

Des sous pour l'UNICEF qui ont leur utilité

CLAUDETTE SAMSON  
CSamson@lesoleil.com

Depuis 48 ans au Canada, la tirelire orange de l'UNICEF accompagne fidèlement les petits monstres qui frappent à votre porte le soir de l'Halloween. Ces quelques sous ne changent rien au sort des enfants du monde, vous dites-vous peut-être. Ça reste à voir...

De son poste d'observation, Rima Salah, directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, est bien placée pour voir non seulement l'ampleur des besoins, mais les effets de l'action de son organisation.

Par exemple, il y a tout juste trois semaines, 200 enfants victimes de trafic ont pu être ramenés du Nigeria vers le Bénin, leur pays d'origine, sous la supervision de l'ONU, de l'UNICEF, du gouvernement du Bénin et d'organismes non gouvernementaux (ONG).

D'ici à ce que leurs familles soient retrouvées ou que leur état leur permette d'y retourner, ils sont pris en charge par l'UNICEF et reçoivent des services psychosociaux.

« Ces enfants sont traumatisés, ils ont perdu leur enfance », souligne Mme Salah, lors d'une entrevue téléphonique accordée depuis Dakar, au Sénégal.

Ce retour faisait suite à une première réunion des élus de la région organisée en 2000 par l'UNICEF pour discuter des graves problèmes de trafic d'enfants, explique la directrice.

Souvent, dit-elle, les chefs traditionnels ignoraient même l'ampleur de ce fléau, relativement nouveau. Il y a eu mobilisation, des conventions entre pays pour favoriser le retour des enfants, mise sur pied de brigades communautaires pour les protéger dans les villages, etc.

Le phénomène du trafic d'enfants n'est pas exclusif à l'Afrique, mais le continent y est gravement confronté. L'UNICEF y identifie trois types de mouvements.

Il y a les enfants pris à leurs villages et envoyés vers les villes du pays pour y travailler comme domestiques ou

marchands ambulants. Il y a ceux transférés d'un pays à l'autre de la région : du Togo ou du Mali vers la Côte-d'Ivoire pour y travailler dans les plantations de café ou de cacao, par exemple. Et finalement, il y a ceux qui sont envoyés hors de l'Afrique, pour la prostitution, notamment.

### LES CAUSES

Les causes du trafic d'enfants sont relativement simples à identifier, mais complexes à solutionner : la pauvreté galopante, l'ignorance, le contexte culturel.

Par exemple, les Africains, très attachés à la famille, envoyaient souvent leurs enfants à l'extérieur du village, dans la parenté élargie, pour les socialiser et leur offrir un avenir meilleur. « Mais aujourd'hui, à cause de la pauvreté, ces traditions sont devenues négatives. Les parents ignorent que leurs enfants sont maltraités, que leurs droits sont violés... », souligne Mme Salah, Jordanienne d'origine et anthropologue-sociologue de formation.

Les enfants se retrouvent donc loin de chez eux, privés d'éducation, de soins de santé, et de protection.

« Quand 50% des enfants ne vont pas à l'école, ils sont plus à risque d'être trafiqués, exploités sexuellement ou se retrouver dans la rue. »

Par ses programmes sociaux, l'UNICEF permet à un plus grand nombre d'aller à l'école et d'avoir accès aux services de base, explique la directrice. « C'est de la prévention. »

Quant aux auteurs de ces trafics, ils restent encore souvent impunis, d'où l'importance des législations.

Et que change la campagne de l'Halloween en Occident? Comme d'autres actions, elle permet de sensibiliser les populations et les gouvernements, note-t-elle. Cette sensibilisation est entre autres essentielle à l'établissement de lois permettant de contrer le trafic sur leur territoire.

Depuis 1955, la campagne de l'Halloween est une tradition au Canada, où le 31 octobre a été déclaré Journée nationale de l'UNICEF.

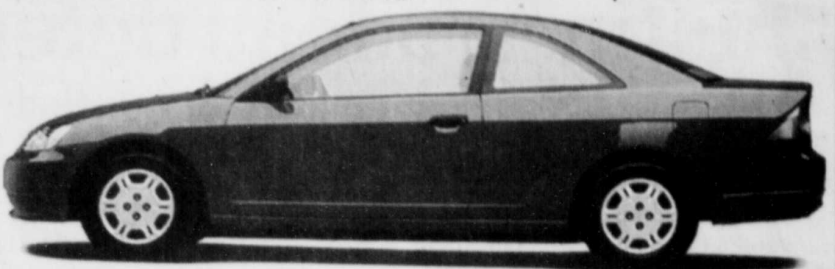
**7 JOURS**  
le forfait parfait!

**VÉHICULES**  
Les petites annonces du Soleil **844-4444**

Partez au **chaud**  
dans votre **démo!**

**PARE-PIERRES ET DÉMARREUR GRATUITS\***

**Civic DX coupé 2002** seulement **15 500\$**  
Transmission automatique 12 200 km noir (stock 221746)



**Civic DX coupé 2002** seulement **15 500\$**  
Transmission automatique 23 544 km noir (stock 221747)

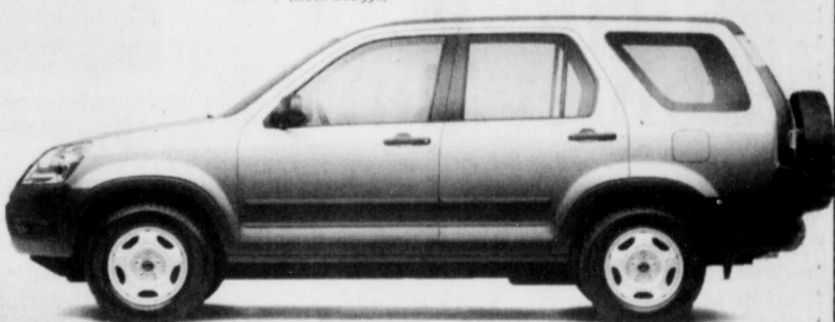
**Civic DX coupé 2002** seulement **15 500\$**  
Transmission automatique 12 200 km noir (stock 221746)

**Civic DX coupé 2002** seulement **15 500\$**  
Transmission automatique 23 544 km noir (stock 221747)

**Civic DX coupé 2002** seulement **15 500\$**  
Transmission automatique 12 200 km noir (stock 221746)



**Civic DX coupe 2002** seulement **15 500\$**  
Transmission automatique 17 650 km beige (stock 221222)

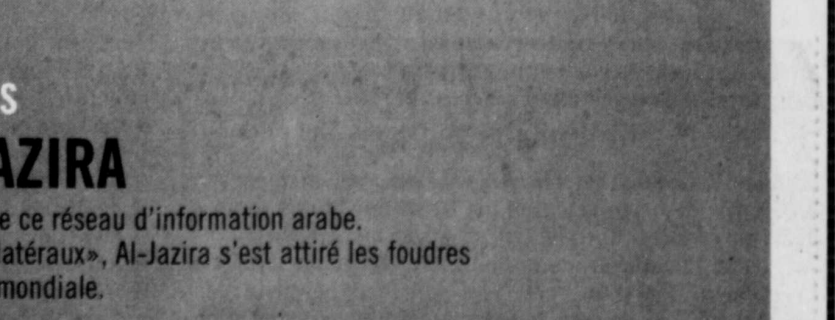


**Civic DX coupe 2002** seulement **15 500\$**  
Transmission automatique 20 725 km bleu (stock 220366)

**Civic DX coupe 2002** seulement **15 500\$**  
Transmission automatique 22 650 km rouge (stock 220466)



**CR-V LX 2002** seulement **25 850\$**  
Transmission automatique 6000 km noir (stock 222396)



\*Tous ces véhicules sont munis d'un pare-pierres et nous offrons un démarreur à distance à l'achat ou à la location d'un de ces véhicules.



2000, Jean-Talon Nord  
Sainte-Foy  
**687-2525**  
(boul. Charest Ouest)  
www.lallierstefoy.com

## Enfin arrivée! CADILLAC SRX 2004

4 roues motrices • Le renouveau Cadillac à son meilleur

Le meilleur achat de sa catégorie



LE PLUS BEAU CHOIX  
DE CADILLAC À QUÉBEC

**Citadelle**  
CHEVROLET OLDSMOBILE CADILLAC LTÉE

89, Kennedy, Lévis **835-1171**

**CE SOIR**

**19h30**

LA PART DES CHOSES  
**DAN BIGRAS ET  
LES JEUNES EXCLUS**

La société porte des jugements lourds sur les jeunes exclus de la société. Bernard Drainville discute avec Dan Bigras du désarroi dans lequel elle les plonge.



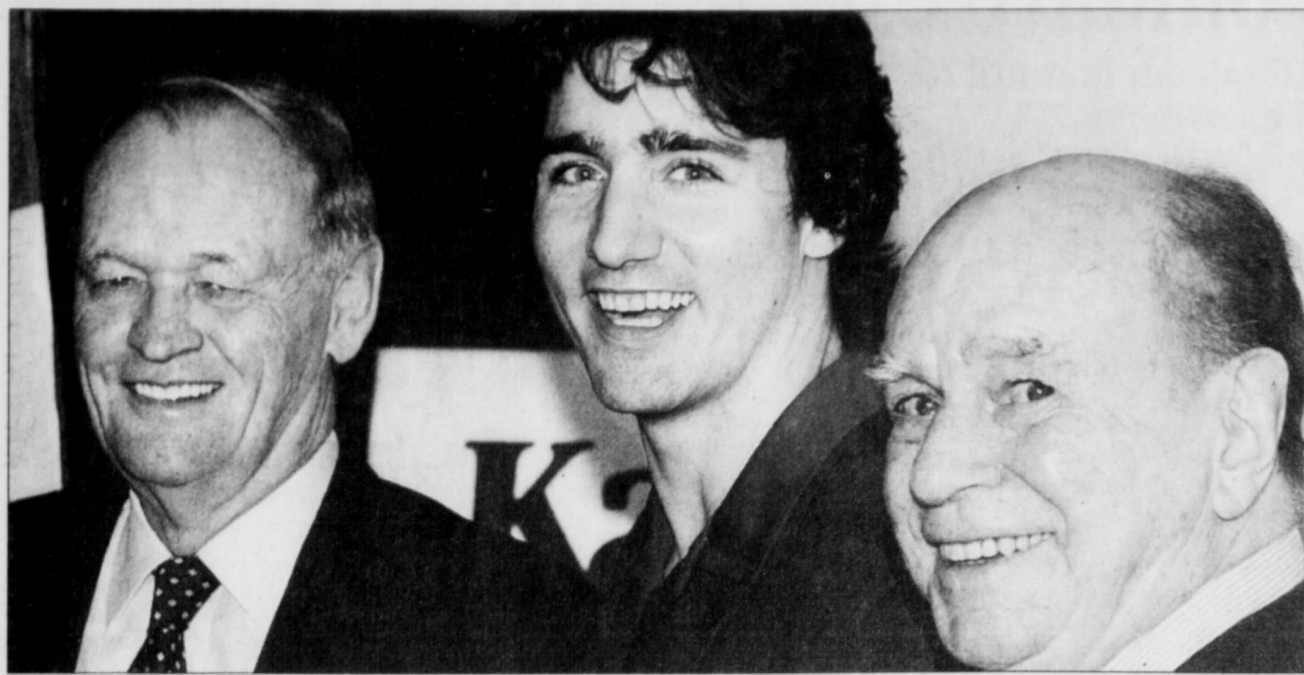
**20h**

GRANDS REPORTAGES  
**EXCLUSIF À AL-JAZIRA**

La guerre d'Irak, vue de l'intérieur de ce réseau d'information arabe. En montrant « les dommages collatéraux », Al-Jazira s'est attiré les foudres de la coalition... et une renommée mondiale.



# LE QUÉBEC ET LE CANADA



Le fils aîné de Pierre Elliott Trudeau, Justin, en compagnie du premier ministre Chrétien et du sénateur Jacques Hébert.

## Justin Trudeau défend Chrétien

« Les gens l'ont toujours sous-estimé et il s'en servait »

MONTRÉAL (PC) — Justin Trudeau, le fils aîné de l'ancien premier ministre Pierre Elliott Trudeau, est convaincu de la qualité de l'héritage que laisse derrière lui le premier ministre Jean Chrétien.

Celui qui agira comme maître de cérémonie à l'hommage qui rendra le Parti libéral à son chef démissionnaire cette semaine estime que Jean Chrétien mérite tous les honneurs qui lui sont dus.

Il mérite au moins sa réputation de politicien retors, dit-il, mais ce n'est pas son seul trait de personnalité. « Il est bien plus humain en personne, plus gentil, plus vrai, et plus intellectuel aussi, un mélange très intéressant. »

« Honnêtement, je vais vous dire, je n'avais pas l'intention d'aller au congrès libéral », précise Justin Trudeau en entrevue à la Presse canadienne.

Au début, dit-il avec le sourire, dans son esprit, rien n'allait le convaincre d'assister au congrès, à moins que M. Chrétien lui-même l'invite. « Il m'a dit qu'il aimerait me voir comme maître de cérémonie et je n'ai certainement pas hésité à dire oui. Quand votre premier ministre vous demande de faire quelque chose, vous le faites. »

Du reste, les deux hommes se connaissent depuis toujours. Avec sa longue carrière politique, M. Chrétien était déjà dans le décor quand le premier fils Trudeau est né, il y a 30 ans. M. Chrétien a occupé plusieurs postes au cabinet sous le gouvernement de Pierre Trudeau, notamment ceux de ministre de la Justice et des Finances.

En fait, pour le fils aîné de l'ancien premier ministre, M. Chrétien est un « politicien extraordinairement brillant. Les gens l'ont toujours sous-esti-

mé. Il s'en servait. Il savait comment masquer ses aptitudes exceptionnelles. »

Selon lui, l'histoire portera un jugement positif sur les accomplissements de M. Chrétien pendant sa longue carrière.

« L'Irak en est le parfait exemple. Il est parvenu à manoeuvrer la position canadienne sans faire partie de l'alliance franco-allemande, et sans non plus se retrouver dans la position inconfortable de l'Australie notamment. »

On se rappellera que la France et l'Allemagne ont refusé de participer à l'invasion de l'Irak par les États-Unis et ses alliés, dont la Grande-Bretagne et l'Australie. Le Canada a quant à lui résisté aux pressions américaines pour se joindre à la coalition et a plutôt préféré se joindre à la coalition contre le terrorisme en Afghanistan.

### ATTRIBUTION DES CONTRATS

## Patrimoine Canada semoncé

Sévères critiques à la suite d'une vérification interne du ministère de Sheila Copps

JIM BRONSKILL

Presse canadienne

■ OTTAWA — Laxisme dans la documentation administrative, décisions discutables, révision relâchée des gestionnaires: telles sont les conclusions d'un examen interne des pratiques d'attribution des contrats au ministère du Patrimoine de Sheila Copps.

Les vérificateurs ont critiqué le ministère pour ne pas avoir justifié correctement plusieurs achats, pour avoir changé des contrats en vigueur ou avoir conclu plusieurs contrats avec le même fournisseur pour le même service. Parfois, les contrats étaient ébauchés après que les services eurent été rendus.

À maintes reprises, les hauts fonctionnaires n'ont pu prouver aux vérificateurs du ministère que les règles d'attribution des contrats du gouvernement fédéral avaient été respectées.

Les gestionnaires responsables des achats assurent que ces irrégularités ne constituent pas des signes de problèmes beaucoup plus graves ou généralisés.

« Nous avons relevé des faiblesses, en effet, mais nous les avons corrigées », a déclaré le directeur général de la gestion financière du ministère, Bruce Manion.

Les vérificateurs ont révisé 77 dossiers, soit un échantillon équivalent à 9 millions \$ sur les 70 millions \$ accordés en contrats entre le 1<sup>er</sup> avril 2001 et le 31 juillet 2002.

Ces révélations surviennent au moment où la ministre Sheila Copps est dans le dernier sprint de sa course à la direction du Parti libéral du Canada, qui devrait être remportée aisément par son adversaire, Paul Martin, la fin de semaine prochaine.

Des allégations d'irrégularités dans des contrats ont régulièrement enta-



Ces révélations surviennent au moment où la ministre Sheila Copps est dans le dernier sprint de sa course à la direction du Parti libéral du Canada.

ché le gouvernement Chrétien. La Gendarmerie royale a même ouvert une enquête à propos de contrats attribués par le ministère des Travaux publics en vue d'augmenter la visibilité du fédéral au Québec. Des accusations ont d'ailleurs été portées contre le président d'une firme de communications de Montréal.

## Plusieurs ministres seraient exclus du premier cabinet Martin

OTTAWA (PC) — Alors que les jeux semblent être faits depuis longtemps en faveur de Paul Martin au congrès de direction du Parti libéral qui aura lieu cette semaine à Ottawa, il n'en est pas de même pour les nombreux jeux de coulisses entre libéraux ambitieux.

Loin de la scène et des projecteurs, ils tentent de se tailler une place au sein du prochain gouvernement de Paul Martin. Qu'ils soient aides politiques, députés ou ministres, ils veulent se faire bien voir, être remarqués, et il va sans dire que ceux qui sont en position d'autorité actuellement sont nerveux devant ces jeunes loups affamés.

Du reste, ce n'est plus un secret pour personne que les ministres actuels seront pour la plupart exclus du prochain cabinet Martin. Certains affirment même que seulement trois ministres pourraient survivre à l'hécatombe.

Sans vouloir discuter du sort des 35 autres ministres, une source dans le camp de Paul Martin a déclaré qu'il y aurait du sang sur le plancher. Il parlait au figuré évidemment.

« L'arrivée de Paul Martin amènera certains changements pour les gens en place. Il y aura un changement d'attitude au cabinet et dans la bureaucratie. Et ceux qui ne pourront pas s'adapter subiront le sort du dodo (espèce d'oiseau disparue) », a-t-il dit.

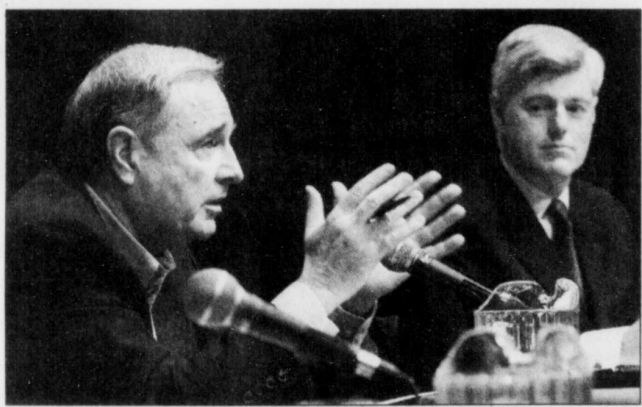
Entre-temps, les organisateurs du congrès s'efforcent de rendre l'événement plus excitant maintenant que tout le monde en connaît le dénouement. Plus personne ne doute que l'ancien ministre des Finances sera couronné chef du parti et premier ministre. Quant à l'unique autre concurrent, la ministre du Patrimoine, Sheila Copps, elle ne risque guère de survivre au rouleau compresseur du clan Martin. Du reste, la rumeur persistante veut que M<sup>me</sup> Copps retire sa candidature avant la tenue du vote.

### RENOUVELLEMENT

Quoi qu'il en soit, dans le camp Martin, on considère que le congrès de cette semaine est le premier jalon dans la stratégie en vue d'une élection générale au printemps.

« C'est à nous maintenant de renouveler le parti sous la direction de M. Martin, et de faire le plein d'énergie et d'enthousiasme pour gouverner le pays », a déclaré le porte-parole Scott Reid.

Dans cette optique, l'avenir du vice-premier ministre John Manley fait couler beaucoup d'encre. Les deux hom-



Plusieurs ministres, dont l'actuel ministre des Finances John Manley, ne survivraient pas à l'arrivée de Martin.

mes ont eu une relation tumultueuse au cours des années et la présence de John Manley dans le futur cabinet de Paul Martin est plus qu'incertaine.

John Manley, qui a remplacé Paul Martin en tant que ministre des Finances, a été l'un des plus fidèles lieutenants du premier ministre Jean Chrétien. Ses attaques virulentes à l'endroit de Paul Martin lors de la course à la direction, au printemps dernier, ont fait rager le futur premier ministre et son entourage. Les attaques de M. Manley à l'endroit de l'intégrité personnelle de Paul Martin, notamment au sujet des campagnes de financement de ce dernier, ont laissé des cicatrices.

De son côté, Denis Coderre a peut-être peur de perdre son poste de ministre avec l'arrivée de Paul Martin au 24, Sussex, mais une chose est sûre: en fin politicien, il ne le montre pas. Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a beau avoir été l'un des plus fidèles collaborateurs de Jean Chrétien et avoir tardé à donner son appui à M. Martin, il continue d'entretenir de grandes ambitions à Ottawa, malgré le changement de garde qui s'amorce.

Et bien sûr, Denis Coderre dit être prêt à « servir » n'importe où s'il était appelé à faire partie du cabinet Martin, mais il ne cache pas son intérêt pour un éventuel ministère de la Sécurité intérieure qui regrouperait, entre autres, l'Immigration et les Douanes. « Je donne des avis, explique-t-il. Si le premier ministre pense que je suis la personne pour ça, je ferai ce qu'il me dira. » Après avoir été propulsé dans les hautes sphères fédérales par Jean Chrétien, Denis Coderre appuie aujourd'hui Paul Martin, un changement de cap que d'aucuns qualifient d'opportunisme. « Il y a un niveau d'opportunisme en soi », avoue-t-il candidement, en précisant toutefois qu'il ne voit rien de péjoratif là-dedans. « Quand Paul va devenir chef du parti (plus tard cette semaine), je lui vouerai exactement la même loyauté. »

Le natif de Joliette ne le dira pas, mais il rêve de devenir le prochain ministre politique du Québec, un poste qui échoit actuellement à un autre ambitieux, Martin Cauchon. M. Coderre se targue d'ailleurs d'avoir attiré les députés conservateurs André Harvey, Diane Saint-Jacques et David Price dans le giron libéral, il y a quelques années. Sa prochaine cible: André Bachand, dernier survivant des bleus au Québec — et peut-être un ou deux bloquistes.

### MODIFICATIONS À L'ARTICLE 45

## La Fédération des femmes craint la sous-traitance

MONTRÉAL (PC) — La Fédération des femmes du Québec (FFQ) appuie les syndicats dans leur lutte contre les différentes politiques du Parti libéral du Québec, notamment en ce qui concerne la sous-traitance.

Lors du congrès qui se tenait en fin de semaine à Montréal, la présidente de la FFQ, Michèle Asselin, a réitéré son soutien aux différents groupes syndicaux. Les modifications que souhaite apporter le gouvernement Charest à l'article 45 du Code du travail inquiètent les membres de la Fédération. « Je crains qu'il y ait un recul concernant les conditions de travail des femmes », mentionne M<sup>me</sup> Asselin.

En effet, l'article 45 oblige une entreprise qui récupère partiellement les activités d'un autre employeur à respecter l'accréditation syndicale et la convention collective des employés pendant un an. Pour la présidente de la FFQ, l'assouplissement de cette règle pourrait avoir des conséquences désastreuses.

« Des emplois syndiqués risquent d'être perdus au profit d'emplois sous-payés. Dans la majorité des cas, ce sont les femmes qui en seront victi-

mes. » Pour cette raison, la FFQ n'hésitera pas à participer aux manifestations organisées par les syndicats pour faire valoir leur opposition au gouvernement. Le regroupement, qui souhaite se radicaliser, songe aussi à l'action directe, comme la désobéissance civile. « On ne sait pas encore quels moyens on va utiliser, ça reste à voir », mentionne M<sup>me</sup> Asselin.

Le regroupement suivra également de près le dossier des centres de la petite enfance (CPE). Dans un article publié samedi, le quotidien *La Presse* faisait état de l'intention du gouvernement d'augmenter à 6\$ par jour le tarif des services de garde. Les familles ayant un revenu annuel supérieur à 70 000\$ pourraient devoir déboursier jusqu'à 10\$ quotidiennement, une décision que n'approuve pas la Fédération.

« Les services de garde doivent être publics, au même titre que la santé et l'éducation. Nous n'accepterons pas de perdre nos acquis. »

Outre ces grandes questions, la FFQ veut notamment s'attaquer à la pauvreté, à la discrimination et aux différentes formes de violence envers les femmes.

**FORESTER 2004 2.5X**

Louez à partir de **299\$\*** PAR MOIS

Possibilité de financement à l'achat 2,8%

**NOUVEAU!** Informez-vous du PLAN DE PROTECTION SUBARU

**Une offre irrésistible**

**Acadia**

Autoroute de la Capitale (sortie Pierre-Bertrand)

**OUTBACK 2004**

Louez à partir de **329\$\*** PAR MOIS

681-6000 www.acadiasuzukisubaru.com

SUBARU L'atraction intégrale



## INCINÉRATEUR DE BELLEDUNE Le Bloc veut en faire un enjeu électoral

HENRI MICHAUD  
Collaboration spéciale

CAP-CHAT — S'il n'en tient qu'au chef du Bloc québécois Gilles Duceppe, le dossier de l'incinérateur de Belledune deviendra un enjeu de la prochaine campagne électorale.

« En utilisant l'article 35.1 de Loi sur les pêches, nous forcerons le gouvernement fédéral à revoir sa position face au projet d'incinérateur piloté par Bennett Environnemental au Nouveau-Brunswick, prédit M. Duceppe. La population, et même les médecins invités par le promoteur, sont contre le projet. Nous mettrons donc toute la pression nécessaire. »

Selon le chef bloquiste, la loi prévoit « qu'il est interdit d'exploiter des ouvrages ou des entreprises entraînant la détérioration, la destruction ou la perturbation de l'habitat du poisson. Or, les émissions toxiques et le transport des matières contaminées par voie maritime vont perturber cet habitat. »

Le Bloc a déjà utilisé cette stratégie à la Chambre des communes mais le ministre responsable, Robert G. Thibault n'a pas mordu à l'hameçon. « La bataille n'est pas perdue, même si Bennett Environnemental a déjà entrepris la construction de ses installations. Il aura dépensé cet argent en vain, » assure Gilles Duceppe.

Le politicien écorché, au passage, le député de Bonaventure-Gaspé-Îles-de-la-Madeleine-Pabok,

Georges Farah. « Le député libéral a abandonné ses responsabilités. Il n'a été que le porte-voix d'Ottawa dans tout ce dossier. Or, son véritable rôle est de défendre les intérêts de ses électeurs. »

### SCRUTIN AU PRINTEMPS

De passage en Gaspésie pour rencontrer ses partisans, Gilles Duceppe prédit que le futur chef du Parti libéral, Paul Martin, déclenchera des élections en avril 2004. « Nous sommes déjà en avance sur les autres années électorales, même s'il nous reste des candidats à dénicher. Trois assemblées d'investiture seront tenues d'ici décembre et la plupart des députés (33 sur 34) seront dans la course. »

Cinq candidats potentiels seraient intéressés à briguer les suffrages lors de l'investiture péquiste dans Bonaventure-Gaspé-Îles-de-la-Madeleine-Pabok. Gilles Duceppe refuse toutefois de divulguer les noms des éventuels candidats, mais doit les rencontrer sous peu.

Convaincus de l'importance d'offrir un choix aux Québécois, les bloquistes entendent miser sur les intérêts des électeurs, notamment dans le dossier de l'assurance-emploi, lors de la prochaine campagne.

Gilles Duceppe croit d'ailleurs que le pendule, actuellement dans le camp des fédéralistes, reviendra chez les souverainistes. « Ça commence déjà à grincer au Québec. Charest et Martin, c'est plus qu'un duo, c'est un étai. »

## Brûlés vifs sur le toit qu'ils réparaient

RAYMOND GERVAIS  
La Presse

MONTREAL — Deux ouvriers ont été brûlés vifs hier matin et deux autres ont subi des blessures sans gravité lorsqu'un incendie s'est déclaré sur le toit d'un immeuble en rénovation, dans le quartier Saint-Henri, à Montréal.

Les quatre travailleurs s'affairaient à refaire le toit de la maison de trois étages lorsqu'un récipient de goudron surchauffé s'est enflammé. Le feu s'est rapidement propagé à tout le toit, piégeant les victimes.

Des témoins ont raconté avoir vu les flammes envelopper littéralement les deux hommes. « Ils semblaient soudés sur le toit, ils ne bougeaient pas », a déclaré l'un d'eux.

Daniel Lussier, qui habite derrière la maison incendiée, a raconté avoir entendu deux ou trois petites explosions peu avant 9 h, quelques instants avant d'apercevoir les flammes. C'est à ce moment qu'il a entendu crier « Au feu ! Au feu ! » et qu'il a composé le 9-1-1. « J'ai vu un des travailleurs complètement enflammé. Il était debout sur le toit mais ne bougeait plus. Quant au deuxième, le feu léchait une de ses jambes. Il a regardé vers le fond de l'immeuble pour s'échapper mais s'est fait prendre par la fumée. J'ai crié : "Saute ! Saute ! Saute !" mais il n'a pas sauté. Transformé en torche, l'homme est finalement tombé du toit avec son compagnon », a expliqué le témoin.

Selon un autre témoin, les deux victimes, en



Les pompiers ont mis plusieurs heures à maîtriser l'incendie

flammes, marchaient sur le toit sans savoir où aller et quoi faire. Cette scène horrible aurait duré près de deux minutes avant que les deux corps enflammés ne tombent du toit.

La maison, qui était en rénovation depuis plusieurs années, a été complètement détruite et la résidence adjacente a été lourdement endommagée. Une vingtaine de locataires des immeubles voisins ont été évacués. Quelque 120 pompiers répondant à une cinquième alerte ont mis plusieurs heures à circonscrire les flammes.

Comme il y a eu mort d'homme, la police de la Ville de Montréal a ouvert une enquête ainsi que la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

## JOURS RECORDS

# 04



## LA JALOUSIE, ÇA SE SOIGNE.



### 04 ECHO HATCHBACK CE

Meilleur véhicule de sa catégorie selon L'Annuel de l'automobile 2004.

# 169\$

par mois/location 60 mois\*  
Transport et préparation inclus  
Comptant de 1 297\$  
Option 0\$ comptant  
également disponible à la location

À partir de  
**12 995\$\***

#### Équipement de série ECHO HATCHBACK CE 2004:

- Moteur 1,5 litre, 16 soupapes, VVT-i (LEV), 108 ch
- Consommation : 6,7/5,2 L/100 km ville/route\*
- Freins assistés, système ABS
- Système audio 2 haut-parleurs
- Bouches de chaleur aux sièges arrière
- Banquette arrière divisée 60/40
- Phares à halogène de style réflecteur
- Enjoliveurs de roues complets

Et plus de 32 accessoires optionnels pour personnaliser votre Echo.



Votre nouvelle Toyota ne part jamais sans un plein réservoir d'essence, l'assistance routière et des tapis protecteurs.

Votre concessionnaire [www.toyota.ca](http://www.toyota.ca)



TOYOTA SERVICES FINANCIERS FPA 1 000\$ de remise\*\* Programme de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. \* Offre de location au détail valable sur les modèles Echo Hatchback CE 2004 (JT123M AA) neufs en stock. Première mensualité de 194,39 \$, taxes incluses, et dépôt de sécurité de 200 \$ pour des termes de location de 60 mois, exigibles au moment de la livraison. Franchise annuelle de 24 000 km. Frais de 7 ¢ du kilomètre excédentaire. Immatriculation, assurance et taxes en sus. † PDSF pour l'Echo Hatchback CE 2004 (JT123M AA) neuve en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, l'enregistrement (y compris ROPRM), les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. \* Coûtes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2004 pour une transmission manuelle pour le moteur indiqué. \*\* Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 30 novembre 2003. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

## LE MONDE

# Irak: l'insécurité différera la rétrocession du pouvoir

■ BAGDAD (d'après AP) — Le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshiyar Zebari, a affirmé hier que l'escalade de la violence antiméricaine pourrait retarder le travail d'élaboration de la nouvelle Constitution du pays, ralentissant le processus de mise en place d'un gouvernement démocratique souhaité par l'administration Bush.

Parallèlement, les violences se sont poursuivies. Trois mortiers ont explosé dans la soirée dans le quartier de Karrada, à Bagdad, provoquant des dégâts sur une maison, mais sans faire de blessés, selon la police. Selon un officier, la cible était sans doute l'Institut de technologie situé à proximité.

Le Commandement américain a annoncé hier la mort d'un soldat, tué samedi quand son véhicule a heurté une mine terrestre à Bagdad.

À Bassora, dans le sud du pays, un soldat britannique a été blessé hier par une mine terrestre, selon des témoins.

À Falloujah, samedi, trois parachu-

tistes de la 82<sup>e</sup> Division aéroportée ont été blessés. Leur patrouille a été prise dans une embuscade et ils ont été la cible de tirs. En représailles, des F-16 américains ont lancé dans la soirée trois bombes de 250 kilos sur les positions des forces rebelles.

Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères irakien, Hoshiyar Zebari, s'est dit confiant dans la présentation par le gouvernement provisoire, le 15 décembre (comme l'a demandé le Conseil de sécurité de l'ONU), d'un calendrier visant à élaborer une nouvelle Constitution et organiser des élections nationales.

«Toutefois, ces calendriers dépendent de la situation en matière de sécurité, et si la sécurité se détériore, nous ne pourrions pas répondre à de tels engagements», a affirmé M. Zebari à l'issue d'une rencontre avec la ministre espagnole des Affaires étrangères, Ana Palacio. Cette dernière a fait part du soutien de son pays à la reconstruction de l'Irak, affirmant que les «terroristes» cherchant à ébranler la coalition menée par les États-Unis n'y parviendraient pas.

Le lieutenant-colonel George Krivo, porte-parole du commandement américain, a annoncé, par ailleurs, que les troupes américaines avaient arrêté 18 personnes dans le cadre de l'enquête sur l'attaque à la roquette contre l'hôtel Al-Rachid, à Bagdad.

Les suspects ont été mis en état d'arrestation par la première division blindée, en charge de la sécurité à Bagdad, a-t-il ajouté, sans préciser quand et où ils ont été interpellés.

L'hôtel Al-Rachid, où séjourne une grande partie du personnel militaire et civil US dans la capitale irakienne, est un symbole de l'occupation américaine. Un colonel américain avait été tué et 18 autres personnes blessées le 26 octobre lors d'une attaque à la roquette.

Par ailleurs, le conseil de gouvernement irakien a décidé de geler les avoirs des dirigeants du régime de l'ancien président Saddam Hussein. Il a également décidé de mettre un terme aux projets de privatisation d'entreprises publiques, précisant que la vente d'entreprises devait être bien étudiée. Le ministre irakien du Pétrole, Ibrahim Bahr al-Uloum, a déclaré pour sa part que «l'Irak va réexaminer les contrats signés avec les pays qui n'ont pas proposé d'aide au peuple irakien et qui n'envisagent pas de le faire à l'avenir, tels que la France et l'Allemagne», selon la télé Al-Arabiya.

## NUCLÉAIRE L'Iran va s'engager par écrit Mais le doute persiste

VIENNE (AFP et AP) — L'Iran a promis de s'engager par écrit à coopérer avec l'agence onusienne de sûreté nucléaire, mais des diplomates se demandent si le pays, soupçonné de mettre au point l'arme atomique, ne cherche pas simplement à gagner du temps.

L'Iran a promis, samedi, d'adresser la semaine prochaine à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) des lettres annonçant son accord pour suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium et renforcer les inspections de ses sites nucléaires.

Cette annonce a été faite par le directeur de l'AIEA, Mohamed El-Baradei, à l'issue d'entretiens, au siège de l'organisation à Vienne, avec le responsable du programme nucléaire iranien, Hasan Rohani.

L'Iran avait soumis une déclaration sur son programme nucléaire, le 24 octobre, à M. El-Baradei, 10 jours après une visite de celui-ci à Téhéran.

M. Rohani a affirmé qu'avec ce rapport et les promesses faites samedi, l'Iran avait répondu à «toutes les questions en suspens».

L'Iran, qui construit une centrale nucléaire avec l'aide de la Russie, officiellement pour produire de l'électricité, est accusé par plusieurs pays occidentaux, dont les États-Unis, de mettre secrètement au point un programme nucléaire militaire. Téhéran a toujours démenti ces accusations.

Les États-Unis et l'Iran ont, entretemps, repris il y a quelques semaines des discussions secrètes à Genève sur leurs relations et sur des questions de sécurité, a affirmé hier dans un quotidien panarabe le chef du conseil de gouvernement irakien, Jalal Talabani, un proche du régime iranien.

Hasan Rohani a souligné samedi que, dans «dans le nouvel environnement de coopération», la communauté internationale devrait accepter le droit de l'Iran d'utiliser la technologie nucléaire à des fins pacifiques.

Mais des diplomates font remarquer que, pour l'instant, l'Iran n'a toujours pas suspendu ses activités d'enrichissement d'uranium, ni signé un protocole additionnel au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) qui autoriserait des inspections renforcées sur son territoire.

L'Iran s'était déjà engagé sur ces deux points dans une déclaration écrite lors d'une visite exceptionnelle des ministres des Affaires étrangères de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de la France, le 21 octobre à Téhéran. Aucune date précise n'a été fixée pour la mise en oeuvre des engagements. Téhéran a affirmé hier que l'Iran allait suspendre «dans les prochains jours» l'enrichissement de l'uranium.

## Deux ans après, Kaboul est tenté de négocier avec d'anciens talibans

■ KABOUL (d'après AFP) — Deux ans après la chute des talibans, le gouvernement du président Hamid Karzaï, qui continue d'affronter militairement la milice islamiste dans le sud et l'est du pays, est tenté de négocier avec d'anciens dignitaires du régime et d'opter pour une politique de la main tendue.

Anéantis en quelques semaines il y a deux ans par l'offensive conjointe des troupes américaines et des miliciens de l'Alliance du Nord, les talibans ont reconstitué leurs forces et sont depuis six mois passés à l'offensive.

Pratiquant une tactique de guérilla et de coups de mains, évoluant par petits groupes mobiles, les combattants islamistes ont repris pied dans les provinces majoritairement pachtounes de Kandahar, Helmand, Oruzgan, Zabul, Ghazni, Paktika, Paktia et Khost, où ils bénéficient souvent du soutien des villageois et des tribus.

Selon un rapport de l'ONU, présenté fin octobre au Conseil de sécurité, les talibans contrôlent désormais de facto l'administration dans certaines zones frontalières avec le Pakistan.

Les troupes progouvernementales, appuyées en force par l'armée américaine, ont pu jusqu'à présent contenir cette montée en puissance. Mais la menace grandit, alimentée par un sentiment croissant de frustration des pachtounes, qui se voient comme les grands perdants de la transition politique (avec un cabinet dominé par les Tadjiks du Panehir), et laissés-pour-compte de la reconstruction.

Soucieux de gagner la sympathie po-

litique des Pachtounes et de couper l'herbe sous le pied aux talibans, le président Karzaï a à plusieurs reprises appelé les simples combattants de la milice islamiste à déposer les armes en échange d'une amnistie.

«Il n'y a vraisemblablement pas plus d'une cinquantaine de personnes qui sont associées au terrorisme et à la violence contre le peuple afghan. Celles-là, nous ne pouvons accepter leur retour, disait-il, en octobre. Les milliers de talibans ordinaires sont les bienvenus en Afghanistan».

Un grand nombre d'anciens talibans, après avoir fui au Pakistan puis négocié leur reddition, ont ainsi réintégré, à tous les échelons, les rangs de l'administration et des organes sécuritaires du gouvernement.

Meilleur exemple de cette réintégration, l'actuel gouverneur de la province de Paktika, Mohammad Ali Jalali, assurait sous les talibans les fonctions de chef de la police dans la province voisine de Ghazni.

Les contacts n'ont jamais cessé. Avec le regain d'activités des «étudiants en religion», beaucoup de responsables et chefs de districts sont aujourd'hui obligés de composer et négocier au jour le jour.

## «... pour une bonne cause»



Désavouées dans son pays pour sa participation, Miss Afghanistan n'a pas été élue Miss Monde 2003, mais elle a reçu hier le prix de «la beauté pour une bonne cause». Vida Samadzai, 23 ans, était la première Afghane à participer à un concours de beauté depuis 30 ans. Elle n'a pas pu atteindre les demi-finales, mais elle a été citée en exemple en tant que «symbole de la confiance retrouvée, du courage et de l'esprit des femmes d'aujourd'hui» et pour avoir personifié «la victoire du droit des femmes et plusieurs luttes sociales, personnelles et religieuses». Elle est menacée de poursuites judiciaires si elle retourne en Afghanistan.

## Un «OUI mais...» d'Israël à un échange de prisonniers

JÉRUSALEM (d'après AFP) — Le cabinet israélien a approuvé hier un échange de prisonniers avec le Hezbollah libanais, en excluant toutefois un Libanais emprisonné pour le meurtre d'Israéliens, ce qui risque de faire capoter la transaction.

L'échange envisagé a été approuvé après huit heures de débat par une courte majorité de 12 ministres, dont le PM Ariel Sharon contre 11.

Mais le cabinet a indiqué sans ambages que le Libanais Samir Kantar, condamné pour sa participation, en 1979, à un attentat meurtrier en Israël, ne serait pas libéré alors que le Hezbollah exige cette libération.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Sylvan Shalom, a catégoriquement exclu hier cette libération.

Il a assuré que Samir Kantar «ne sera pas relâché» par suite de la déci-

sion du cabinet de ne pas libérer des détenus ayant «du sang sur les mains».

Le chef du mouvement chiite libanais, Hezbollah Hassan Nasrallah, avait affirmé, samedi, que l'échange devait englober tous les Libanais détenus en Israël et averti que celui-ci n'aurait pas lieu si cette clause n'était pas respectée.

Le Hezbollah n'avait cependant pas

réagi hier soir à la prise de position du gouvernement israélien sur l'échange de prisonniers négocié depuis des mois par des médiateurs allemands.

En échange de trois soldats considérés comme morts et d'un civil enlevé, Elhanan Tanenbaum, le cabinet s'est engagé à libérer quelque 400 détenus palestiniens et plusieurs dizaines de détenus du Liban, de la Syrie, du Maroc, du Soudan et de la Libye.

Par ailleurs, plusieurs centaines de Palestiniens auxquels se sont joints des pacifistes israéliens et internationaux ont manifesté hier en Cisjordanie contre la ligne de défense qu'Israël érige sur ce territoire occupé. Dans la village de Zabouda, quelque 600 personnes ont manifesté contre le «mur de l'apartheid» qui, à cet endroit, sépare les villageois de leurs terres...

# DÉCOUVREZ NOS MODÈLES 2004

0\$ comptant  
dépôt

Pontiac Sunfire  
11 495\$



Pontiac Vibe  
0% à l'achat! \*\*



Montana 2004  
319\$  
par mois\*\*\*



PONTIAC BUICK Cadillac GMC

Photos à titre indicatif. \* Achat comptant. Taxes et transport en sus, rabais GM inclus. \*\* Détails sur place. \*\*\* Location 48 mois, 20 000 km par an. Taxes en sus, rabais GM inclus, 12\$/km excédentaire.

www.laurierpontiac.com

3001, avenue Kepler, Sainte-Foy (Aut. Charest, sortie Blaise-Pascal)

659-6420

LA

# DODGE CARAVAN

## FÊTE SES 20 ANS

# 20

### DE LEADERSHIP



## Dodge Caravan 2004 Édition anniversaire

Pour célébrer ses 20 ans, Dodge Caravan vous présente son Édition anniversaire.

Une édition limitée, équipée de nos caractéristiques les plus populaires ainsi que de plusieurs autres particularités propres au modèle Édition anniversaire.

ACHETEZ À

# 22 988 \$<sup>Δ</sup>

Moteur V6 de 3,3 L • Climatiseur • Lecteur de CD • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique • Régulateur de vitesse • Glaces à écran solaire • Chauffe-moteur • Plein d'essence gratuit<sup>‡</sup> • Et plus!

ANNIVERSARY  
EDITION

ENSEMBLE VALEUR AJOUTÉE

- Roues de 16 po en aluminium chromé
- Boucliers avant et arrière de couleur assortie
- Poignées de porte de couleur assortie
- Garniture du tableau de bord argent satiné
- Bouclier arrière avec marchepied
- Volant gainé de cuir

## Dodge Caravan

La mini-fourgonnette préférée au pays



LA MEILLEURE PROTECTION QUE NOUS AYONS JAMAIS OFFERTE SUR TOUTES LES DODGE CARAVAN 2004.  
GARANTIE DE 7 ANS OU 115 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR, ET ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES SUR 24.\*\*  
GM, FORD, HONDA ET TOYOTA NE L'ONT PAS.

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP<sup>MD</sup> • DODGE OU DODGE.CA

Δ Le prix comprend les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et est établi pour la Dodge Caravan 2004 équipée de l'ensemble 28P. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Transport, taxe sur le climatiseur, immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'administration des concessionnaires et taxes en sus. Offre d'une durée limitée et exclusive, qui ne peut être combinée à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques, et qui s'applique à la livraison au détail des modèles Dodge Caravan 2004 Édition anniversaire neufs en stock. L'offre peut changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Photo à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. † Gratuit à l'achat ou à la location d'un véhicule neuf 2004. \*\* Tous les modèles Chrysler, Jeep et Dodge 2003 et 2004 sont couverts par la meilleure protection que nous ayons jamais offerte - une garantie de 7 ans ou 115 000 km\* sur le groupe motopropulseur, et une assistance routière 24 heures sur 24+, selon la première éventualité. La garantie de base est de 3 ans ou 60 000 km\*. La protection de la carrosserie contre la corrosion est de 3 ans. Le moteur turbo Cummins diesel est couvert par une garantie limitée distincte de 7 ans ou 160 000 km\* sur le moteur. \*Selon la première éventualité. † Remise aux diplômés de 500 \$ à la location ou de 1 000 \$ à l'achat d'un véhicule, à l'exception de la Dodge SX 2.0 (750 \$). Cette offre exclut la Dodge Viper. Renseignez-vous auprès de votre concessionnaire. ‡ Remise aux diplômés de 500 \$ à la location ou de 1 000 \$ à l'achat d'un véhicule, à l'exception de la Dodge SX 2.0 (750 \$). Cette offre exclut la Dodge Viper. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada, une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

DIPLOMÉS

Remboursés jusqu'à 1000\$

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep<sup>MD</sup> • Dodge du Québec



## Une majorité réduite pour le PM du Japon, Junichiro Koizumi

■ TOKYO (AP et AFP) — Malgré la forte progression de l'opposition, la coalition conservatrice sortante du premier ministre Junichiro Koizumi a conservé sa majorité à la Chambre des députés après les législatives japonaises d'hier.

Selon les dernières estimations de la chaîne publique NHK, la coalition composée du Parti libéral-démocrate (PLD) de M. Koizumi, du Nouveau parti conservateur et du parti Komeito (bouddhiste) obtenait 275 sièges, sur les 480 de la chambre basse de la Diète. Elle en comptait 287 avant ces élections.

«Nous allons pouvoir continuer notre action avec une administration stable. Je suis soulagé», a déclaré le secrétaire général du PLD, Shinzo Abe, en apprenant que la coalition gouvernementale gardait le contrôle de l'assemblée. Son parti, qui domine la vie politique nipponne depuis un demi-siècle, a cependant subi une érosion sensible, passant de 247 à 237 députés.

Il s'agissait du premier véritable test électoral pour Junichiro Koizumi depuis son arrivée au pouvoir, il y a deux

ans, avec un ambitieux programme de réformes économiques et politiques qu'il espère poursuivre. Alors que les résultats commençaient à affluer, le premier ministre a affirmé que sa coalition gouvernementale était parvenue à son objectif.

### LE BIPARTISME ?

Se fondant sur les résultats définitifs en provenance des bureaux de vote, la chaîne NHK a annoncé que la coalition totalisait 275 sièges, contre 205 pour l'opposition, et 177 pour sa principale composante, le Parti démocrate (PD), qui n'avait que 137 députés dans l'assemblée sortante.

Le secrétaire général du Parti démocrate, Naoto Kan, était plus que satisfait de la performance de son parti, devenu un candidat crédible à l'alternance en vue des prochaines élections. Il semble

que la volonté affichée par M. Koizumi d'envoyer des troupes en Irak ait pesé dans le choix des électeurs, notamment des indécis, le PD y étant catégoriquement opposé.

«Je peux à peine parler», a déclaré, ému, l'opposant Naoto Kan au quartier général de son parti à Tokyo. «J'espère que cela conduira à un changement de gouvernement. Mais nous devons attendre que tous les bulletins soient dépouillés.»

Le PM lui-même n'a pas caché sa surprise devant la forte poussée du PD. «Je me suis dit que les démocrates se battaient bien», a-t-il commenté. «Peut-être se dirige-t-on vraiment vers un système à deux partis.»

Avec un taux de seulement 52 %, la participation à ces élections a été inférieure aux 62,5 % des dernières législatives de l'an 2000, qui avaient vu le PLD l'emporter largement.

Au total, 1159 candidats se sont soumis au verdict des urnes hier, dont 336 pour le PLD et 277 le PD.

Les lendemains électoraux s'annoncent plus difficiles que prévu pour M. Koizumi et son Parti libéral démocrate (PLD), avec l'émergence d'une bipolarisation du paysage politique, selon la presse nipponne d'aujourd'hui.



M. Koizumi, hier



Dinah Leach et Jim Gorrige

## Convoler à 99 et 84 ans

WELLINGTON, Nouvelle-Zélande (AP) — On pourrait les appeler les jeunes mariés du troisième âge. Jim Gorrige, 99 ans, et Dinah Leach, 84 ans, se sont dits «oui» avec un baiser hier devant une centaine d'invités à Christchurch, devenant ainsi le couple le plus âgé de Nouvelle-Zélande.

Aujourd'hui, ils passaient leur première matinée à deux en arpentant les couloirs et les jardins de la maison de retraite dans laquelle ils vivent tous les deux.

Pas de grasse matinée au programme, les jeunes mariés étaient à l'heure pour le petit déjeuner.

«Je pensais qu'ils allaient traîner au lit jusqu'à midi», a déclaré Barbara Stanton, la directrice de l'établissement. «Mais ils sont venus déjeuner et se promènent ensemble dans les jardins», a-t-elle précisé.

Les deux tourtereaux se sont ren-

contrés il y a trois ans dans cette maison de retraite et ils n'ont pas l'intention de la quitter, selon la directrice. Avant le mariage, Dinah avait expliqué avoir été attirée par le sens de l'humour de Jim.

Lui a déjà été marié une fois, alors qu'il s'agit de la troisième union pour elle. Les deux mariés ont quitté leur Angleterre natale il y a plusieurs années.

Jim Gorrige est aujourd'hui le jeune marié néo-zélandais le plus âgé de son pays. Le précédent record datait de 1936, année où un homme s'était marié à l'âge de 97 ans.

Le Livre des records Guinness reconnaît des exploits réalisés par des personnes du troisième âge, tels que le saut en chute libre en tandem ou le plus vieux véliplaniste, mais il n'existe aucune catégorie répertoriant les mariés les plus âgés.

## L'ex-dictateur Rios Montt écarté du second tour au Guatemala

■ GUATEMALA (AFP et AP) — Un sondage réalisé par le quotidien guatémaltèque *El Periodico*, à la sortie des bureaux de vote hier matin, fait état d'une défaite de l'ex-dictateur Efraín Rios Montt qui, avec 14,7 % des suffrages, serait devancé par Oscar Berger (Gana-droite) et Alvaro Colom (Une, centre-droit).

Ce sondage, effectué auprès de 1273 votants, dans 68 bureaux de vote choisis au hasard, place en tête du premier tour de l'élection présidentielle Oscar Berger, de la Grande alliance nationale, avec 42,4 % des voix.

Le candidat de l'Unité nationale de l'espérance, Alvaro Colom, est crédité pour sa part de 27 % et affronterait ainsi M. Berger au second tour, le 28 décembre prochain.

Le quotidien *El Periodico* qui a mené ces dernières semaines une campagne féroce contre le Front républicain guatémaltèque (FRG) et son candidat Efraín Rios Montt, a précisé dans une édition spéciale que ce sondage, réali-

sé à travers le pays par des collaborateurs du quotidien, comportait une marge d'erreur de 3,8 %.

Cette enquête a été publiée peu après 21 h, heure locale, alors que dans plusieurs départements, des électeurs continuaient de voter en raison du retard pris tout au long de la journée dans les opérations de vote.

L'édition spéciale du quotidien fait également état d'une participation «massive» alors que le Tribunal suprême électoral prévoit un taux d'abstention supérieur à celui de 1999 (53,75 %).

Le dernier sondage publié quatre jours avant le scrutin plaçait Oscar

Berger en tête avec 30,4 % des suffrages, devant Alvaro Colom (27,2 %) et Efraín Rios Montt (11,4 %).

### UN ATTENTAT

Rolando Morales, secrétaire politique d'Alvaro Colom, candidat de centre-gauche, a été blessé par balles samedi, à la veille du scrutin.

Rolando Morales, qui se présente aux législatives, a été pris pour cible à son domicile peu avant minuit par des hommes armés, a rapporté sa femme, Lucy Lainfiesta.

Il a subi une intervention chirurgicale et se trouvait hier dans un état stable.

Aucun suspect n'a été arrêté.

Cette campagne a été entachée de violences. L'ancien dictateur Efraín Rios Montt tentait de revenir au pouvoir et beaucoup redoutaient que ses partisans n'acceptent pas leur défaite annoncée.

## Accouchement prématuré

LONDRES (d'après AFP) — Sophie Rhys-Jones, l'épouse du prince Edward, le plus jeune fils des quatre enfants de la reine Elizabeth II, a donné naissance prématurément à une fille dans la nuit de samedi après une opération par césarienne effectuée d'urgence, a annoncé Buckingham Palace.

La nièce du prince Charles et le septième petit-enfant de la reine d'Angleterre, qui n'était attendue qu'en décembre, pèse 1,9 kg et la santé de la mère et de l'enfant est «stable».

Le reine s'est dite, hier, «ravie» de l'arrivée de ce nouveau petit-enfant, selon un document de Buckingham Palace qui précise qu'elle était régulièrement informée de l'état de santé de sa belle-fille et du bébé.

Toute visite de la souveraine à l'hôpital St George sera effectuée en privé.

Les parents de Sophie Rhys-Jones ont déjà passé une heure et demie aux côtés de leur fille à l'hôpital.

Sophie, 38 ans, «est plutôt endormie, mais elle va parfaitement bien. Et le bébé également», a déclaré M. Rhys-Jones, mais il a refusé de révéler si l'enfant avait déjà un prénom.

Le bébé princier a été transféré dans une unité spéciale de l'hôpital St George dans le sud de Londres.

Le comte et la comtesse de Wessex avaient annoncé, en mai, qu'ils attendaient leur premier enfant pour décembre, après plusieurs années d'efforts.

**WOW! le rêve...**

**Protegé SE**  
2003  
4 portes



Transport et préparation INCLUS **169\$**

**Protegé**

**0% FINANCEMENT À L'ACHAT\***

**Beauport** mazda

**OUVERT SERVICE ET PIÈCES**  
du lundi au vendredi de 7 h 30 à 22 h

585, rue Clémenceau, Beauport,  
Auf. de la Capitale, sortie Seigneuriale

**667-3131**

\* Sous réserve de l'acceptation du service du crédit, location 48 mois, financement à l'achat 48 mois à 0%. Léger comptant exigé de 2100 \$ ou échange équivalent.  
\*\* Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion.

## La Colombie perd sa ministre de la Défense

BOGOTA (d'après AFP) — Le malaise de l'état-major face à l'immixtion d'experts espagnol et américain dans la restructuration du ministère de la Défense en Colombie a provoqué le départ de la ministre, Martha Lucia Ramirez, a révélé hier une haute source militaire.

Ancienne ambassadrice de la Colombie en France avant sa nomination à ce poste en août 2002, M<sup>me</sup> Ramirez a été remplacée par Jorge Alberto Uribe Echavarría, 63 ans, actuel président de la compagnie d'assurances De Lima, après que sa démission eut été rendue publique par la présidence colombienne.

La Colombie est le troisième destinataire de l'aide américaine dans le monde, après Israël et l'Égypte, avec 2,6 milliards de dollars fournis depuis 2000 par Washington.

«Le malaise était monté à un tel degré que même un nouvel état-major n'aurait pas accepté la stratégie de la ministre». Selon un officier de haut rang, qui a requis l'anonymat, «un conseiller espagnol, et un autre de nationalité américaine, avaient été recrutés par la ministre pour procéder à une restructuration du ministère de la Défense, avec pratiquement tous les pouvoirs, sans aucune prise en compte de l'état-major colombien».

## Si vous êtes dans un brouillard financier, laissez-vous guider!

Faites appel aux compétences reconnues d'un membre de l'Association québécoise des professionnels de la réorganisation et de l'insolvabilité (AQPRI)\*. Nos membres, tous détenteurs d'une licence de syndic, travaillent de manière à ce que vos droits soient respectés. Que vous soyez créancier ou débiteur (individu ou entreprise), nous pouvons vraiment vous aider à trouver la solution la plus appropriée à votre situation. Il est cependant préférable de ne pas attendre de vous retrouver en plein brouillard avant de communiquer avec nous.

Laissez-vous guider en toute confiance... par un membre de l'AQPRI!

**AQPRI**

Association québécoise des professionnels de la réorganisation et de l'insolvabilité

\* Consultez les Pages jaunes à la rubrique «Synetics de faillite» ou le site [www.aqpri.com](http://www.aqpri.com)

Affiliée à l'Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité et de la réorganisation.

# L'EST ET LA CÔTE-NORD

## FUSION CACOUNA-PAROISSE ET RIVIÈRE-DU-LOUP

### Les taxes et l'eau au cœur des débats

MARC LAROUCHE

Collaboration spéciale

RIVIÈRE-DU-LOUP — Le projet de regroupement entre Cacouna-paroisse et Rivière-du-Loup a amené plus de 150 personnes à se rendre à l'assemblée d'information organisée à Cacouna-paroisse, jeudi soir. Le compte de taxes et l'approvisionnement en eau potable ont monopolisé les débats.

«Les chicanes interminables entre les deux Cacouna nuisent à notre développement. Le conseil avait le choix entre le statu quo ou le développement. C'est cette option que nous avons retenue. Ce faisant, nous réglons définitivement le problème d'approvisionnement en eau potable et assurons le développement économique de notre région», a lancé d'emblée le maire, M. Jacques M. Michaud. Il a répondu aux questions flanqué de ses conseillers, d'un hydrogéologue, de fiscalistes et de représentants du gouvernement.

Selon le maire, les impacts financiers d'un regroupement avec Rivière-du-Loup sont à peu près nuls. Grâce à une aide de 510 000 \$ du Programme d'aide financière au regroupement des municipalités (PAFREM), le taux de taxes de base sera maintenu durant quatre ans, et le retour à la norme se fera progressivement durant neuf ans.

Le taux de base à Cacouna-paroisse est actuellement de 87 cents du 100 \$ d'évaluation. Dans neuf ans, il rejoindra celui de Rivière-du-Loup, actuellement à 1,07 \$. «Sans fusion, nous rejoindrions le taux de Rivière-du-Loup bien avant neuf ans. Seulement avec l'application de la fiscalité d'agglomération et la desserte du service incendie, le taux de taxes sera augmenté d'au moins 10 cents du 100 \$ d'évaluation», ajoute le maire Michaud.

Ces propos ont été appuyés par une fiscaliste de la firme Raymond Chabot Grant Thornton, qui a présenté une projection du compte de taxes estimé avec et sans fusion, en tenant compte de quatre grands projets. Toutefois, la construction du deuxième aérodrome à Rivière-du-Loup et l'aéroport n'y figurent pas, ce qu'a noté un participant.

#### FAUDRA PAYER QUAND MÊME

«Regroupement ou non, nous devons tout de même payer, puisque ces infrastructures s'inscrivent dans le processus de fiscalité d'agglomération», explique M. Michaud.

En ce qui a trait à l'eau potable, l'entente prévoit l'application du principe de l'utilisateur payeur. Des compteurs seront installés sur chaque résidence, ce qui en a fâché certains. «Si j'arrose mon jardin, ce sera compté, et si quelqu'un de Rivière-du-Loup arrose son asphalte, ce ne le sera pas», faisait remarquer cet autre participant. «Vous avez bien compris», a rétorqué le maire, ajoutant qu'outre l'eau potable, la fusion permettra de développer le port de mer et le parc industriel « toujours désavantagé par rapport à celui de Rivière-du-Loup ».

Le verdict des citoyens sera connu le 7 décembre, après les référendums qui se tiendront dans chacune des municipalités concernées. Une séance d'information aura lieu à Rivière-du-Loup demain.

#### SAINT-OCTAVE

### Raymond Beaulieu retrouvé Il avait tenté de s'enlever la vie

Les policiers de la Sûreté du Québec de la MRC de La Mitis ont retrouvé Raymond Beaulieu, 54 ans, de Grand-Métis, soupçonné de s'être introduit par effraction et armé dans une résidence de Saint-Octave, la semaine dernière.

Un ami qui passait chez lui, jeudi, l'a découvert gisant sur le plancher de sa résidence. L'homme aurait tenté de s'enlever la vie avec une arme à feu. Blessé gravement au visage, il a été transporté à l'hôpital de l'Enfant-Jésus de Québec.

Dans la nuit de samedi à dimanche dernier, l'individu aurait pénétré dans la maison de connaissances et aurait tiré des coups de feu. Personne n'a toutefois été blessé.

Un triangle amoureux serait à l'origine des événements. Une fois rétabli, Raymond Beaulieu devra faire face à des chefs d'accusation qui ne sont pas encore établis, indique Claude Ross, porte-parole de la Sûreté du Québec au Bas-Saint-Laurent. A.P.



L'avenir de la station piscicole de Gaspé, construite en 1935, est en eaux troubles.

#### GASPÉ

## La station piscicole en péril

### Incapable de récupérer 92 000 \$ en taxes impayées, la Ville veut la saisir

NAOMIE BRIAND

Collaboration spéciale

■ GASPÉ — L'avenir de la station piscicole de Gaspé est menacé. La corporation qui gère le site patrimonial est incapable de payer 92 000 \$ en taxes municipales. La municipalité se tourne vers les tribunaux pour mettre la main sur le complexe.

La station piscicole devait être mise aux enchères, mais devant le grand intérêt du site, le conseil a plutôt entamé des procédures pour saisir le complexe. «La faiblesse de la procédure de vente pour taxes est à l'effet que nous aurions eu l'obligation d'adjuger la vente au plus offrant, sans droit de regard sur le promoteur qui s'y implanterait», explique le directeur général de Gaspé, Gaétan Lelièvre.

Selon M. Lelièvre, cinq promoteurs seraient intéressés par le site. Parmi eux, le Centre de transfert et de sélection des salmonidés (CTSS), un organisme sans but lucratif dont les adminis-

trateurs sont des fonctionnaires, des chercheurs universitaires, des représentants d'organismes privés et parapublics. «Mais il y a de la place pour plus d'un projet, le site fait 252 hectares», rassure M. Lelièvre.

Le directeur de la Corporation de la station piscicole de Gaspé, Jean-Claude Arsenaault, refuse de lâcher prise, et souhaite que le tribunal accorde à son organisme un délai supplémentaire pour acquitter ses dettes, puisque, selon lui, les négociations sont toujours en cours avec le CTSS. «Nous avions une entente avec le centre, soit de louer les bâtiments pour 50 ans, pour 200 000 \$. Ce montant nous aurait permis de payer nos taxes municipales en souffrance, et on ne serait pas où on est aujourd'hui.»

Avec le reste de la somme, la station aurait même pu, toujours selon M. Arsenaault, mettre de l'avant un projet récréotouristique avec jardins d'eau, un projet boudé depuis quelques années par les gouvernements. La pisciculture a cessé sa production de poissons en janvier 2001, alors qu'elle a été forcée de vendre à perte quelque 100 000 truites en raison des nombreuses dettes qu'accumulait l'organisme.

#### EN BREF

### Commanditaires demandés

■ SAINT-ANNE-DES-MONTS — À quelques jours du départ vers Haïti, le capitaine tourellois Jean-Paul Michaud est toujours à la recherche de commanditaires pour les banes d'un

autobus, cadeau des Investissements Victoria Boulay d'Anse-à-Valleau. L'argent servira à assumer les coûts du transport du véhicule, par bateau, de Montréal à Haïti, en plus d'acheter des médicaments, du matériel de travail et des vêtements pour des orphelins de ce pays. Vous pouvez rejoindre par téléphone au (418) 763-2637 ou par courriel à [fondationcapitainemichaud@globetrotter.net](mailto:fondationcapitainemichaud@globetrotter.net). H.M.

### Incendie suspect à Port-Cartier

■ Un incendie d'origine suspecte a rasé, vendredi, le bâtiment principal de la tourbière de la Tourlante à Port-Cartier. Des flammes ont d'abord pris naissance vers 7 h 15, pour être rapidement maîtrisées par les pompiers. En après-midi, vers 14 h, le feu repre-

naît au même endroit, encore plus violemment. Les pompiers de Port-Cartier, aidés par la brigade d'incendie d'Uniforêt, ont mis plusieurs heures à combattre les flammes, la tourbière se trouvant à l'extérieur de la localité et aucune borne-fontaine n'étant accessible à proximité. Les dommages sont évalués à plus de 1 million \$. Huit employés se retrouvent au chômage. La Sûreté du Québec fait enquête. S.T.

#### Acura TSX

34 800 \$\*\*



#### Acura EL

268 \$\* / mois

22 200 \$\*\*



En TSX ou en EL redéfinie, venez faire votre tour... de piste.

OPÉRATION

**ESSAI LIBRE**  
ACURA 2004

C'est l'événement de l'automne ! Profitez-en pour venir vous installer confortablement au volant d'une de nos rutilantes berlines EL et TSX 2004. Vous verrez vite que... les essayer, c'est les adorer.



**ACURA**

**ACURA**  
*Optima*  
QUÉBEC

4901, boul. des Galeries

Québec, QC, G2K 1X1

622-8180, 1-888-21-ACURA

[www.acuraoptima.com](http://www.acuraoptima.com)

\*Offre de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarif mensuel de location-bail d'une durée de 48 mois établi pour l'Acura EL (modèle E53564E) 2004 neuve. Total des paiements de 16 662 \$. Un acompte de 3 798 \$ et un premier versement sont requis. Option 0 \$ comptant aussi offerte. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,12 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation inclus, frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. \*\*P.D.S.F. de 22 200 \$ pour l'Acura EL (modèle E53564E) et de 34 800 \$ pour l'Acura TSX (modèles CL954E et CL954E) 2004 neuves. Transport et préparation de 900 \$ pour la EL et de 950 \$ pour la TSX. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Un acompte pourrait être exigé. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Les modèles offerts peuvent varier des photographies. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Valable au 30 novembre 2003.

# ÉDITORIAL

Président et Éditeur ALAIN DUBUC  
 Rédacteur en chef YVES BELLEFLEUR  
 Directeur de l'éditionnel JEAN-MARC SALVET  
 Directeur de l'information FRANÇOIS BOURQUE

## Haine FM

Faut-il ou non écrire sur la radio-poubelle? À ce sujet, il existe deux écoles de pensée. La première veut qu'on l'ignore. Elle estime que le simple fait d'en parler lui permet de grossir. Elle n'a pas tort. Les démagogues des ondes radiophoniques se délectent de toutes les controverses. Ils s'en nourrissent. L'autre école affirme que la radio-poubelle représente un phénomène social qui va en grandissant et qu'il devient irresponsable de faire comme si elle n'existait pas. Ce point de vue commence à faire son chemin. Il était temps.

Aujourd'hui, personne ne peut plus nier que se taire, c'est se faire les complices de la propagande haineuse qu'on y diffuse. Se taire, c'est courir le risque de se réveiller dans quelques années en se demandant ce qui a bien pu se passer... On a vu ça maintes fois dans l'histoire. En minimisant la haine, on participe à sa progression.



Jean-Marc Salvet

JMSalvet@lesoleil.com

À Québec, nous savons tous que nous n'avons pas besoin d'aller aux confins de la planète pour trouver des intégristes haineux. Depuis le temps qu'il sévit à la radio, André Arthur en a prononcé des excommunications. Son jeune poulain, Jeff Fillion, n'a pas le même palmarès, mais il s'alimente à la même auge. Il jette les mêmes anathèmes. La capitale est bien servie, merci!

Arthur et Fillion carburent à la rage. On retrouve chez eux les mêmes ressorts que chez tous les intégristes de la terre. Ces ressorts sont la haine, le dénigrement et l'intimidation. Ils salissent pour mieux écraser. Ils forment des chasses aux sorcières pour alimenter la vindicte populaire. Leur fonds de commerce est bâti sur les préjugés.

Le problème, c'est que leur arme est redoutable. Qui, en effet, peut rivaliser avec ceux qui se servent des ondes radiophoniques comme d'un fusil mitrailleur plusieurs heures par jour? Personne, évidemment. Faut-il ensuite s'étonner de constater que ceux qui s'inquiètent de ce phénomène préfèrent regarder ailleurs?

**Arthur et Fillion carburent à la rage**

Qui peut avoir envie de prendre la parole en sachant qu'il ne fera qu'ajouter son nom à la longue liste de leurs victimes? Qui a envie de recevoir des téléphones et

des courriels de menaces de certains de leurs auditeurs qui prennent leurs diatribes un peu trop au sérieux?

À Québec, Arthur et Fillion ont de bonnes cotes d'écoute. Ils sont de bons communicateurs (du moins, le premier) et d'habiles manipulateurs. Comme tous les populistes, ils utilisent et détournent les angoisses des uns et les difficultés des autres. À force, ils sont parvenus à se draper dans de faux habits de justiciers.

Heureusement, la plupart de leurs auditeurs ne sont pas dupes. Ils prennent leurs propos avec un grain de sel. Mais d'autres, et c'est ce qui est inquiétant, collent l'oreille à leur fréquence et trouvent divertissant d'entendre quelqu'un se faire clouer au pilori. À chacun ses stades de Kaboul...

Pour cette minorité, ces rois de la radio sont des gourous. Ils sont les nouveaux sauveurs. Ils sont les bons contre les méchants. Tout va mal? Grâce à eux, tout ira bien, c'est sûr!

Leur plus grand tour de force est d'être parvenus à se faire passer pour des défenseurs de la liberté d'expression. « Ils n'ont pas peur de dire les vraies affaires, eux. » Les vraies affaires? Quel mensonge! Quelle fumisterie! Quelles vraies affaires? Les a-t-on déjà vus s'en prendre à des idées ou à des opinions?

**Leur plus grand tour de force est d'être parvenus à se faire passer pour des défenseurs de la liberté d'expression**

Non. Ils s'en prennent aux personnes. Ils attaquent, intimident, diffament, insultent et calomnient tous ceux qui ne pensent pas comme eux. Ils veulent les faire taire, les démolir. Et ils appellent ça la liberté d'expression?

Bientôt, c'est sûr, comme tous les intégristes, ils joueront aux martyrs. Ils feront mine de ne pas comprendre pourquoi des gens se lèvent contre la haine. Si nous le faisons aujourd'hui, c'est parce que nous savons jusqu'où elle peut mener. L'histoire en est remplie d'exemples.

### OPÉRATION NEZ ROUGE



### CHRONIQUE POLITIQUE

## Thérapie pour une nation

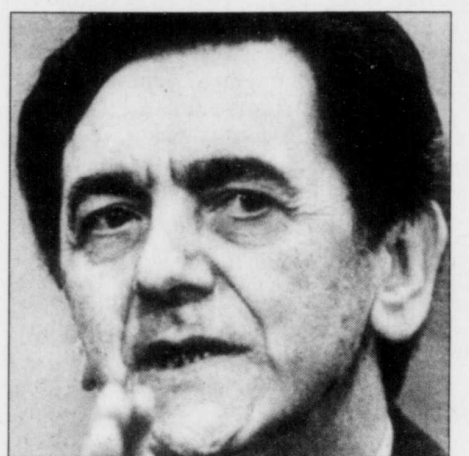
L'ancien courriériste parlementaire Jean-Claude Picard, maintenant professeur à l'Université Laval, pose involontairement dans sa biographie Camille Laurin: l'homme debout des questions sur la pertinence de l'existence même du Parti québécois dans le Québec moderne. Le docteur Laurin fut l'un des personnages les plus pittoresques, les plus mystérieux aussi, de l'histoire politique québécoise du dernier siècle. Pour ce psychiatre, a retracé Picard, le Québécois était il y a 30 ans un malade, un «schizophrène politique», un «malheureux, tourmenté, sans cesse partagé entre la révolte et la soumission, que son état de sujétion empêche de se réaliser».

Le père de la loi 101 avait résumé dès 1960 son diagnostic de la maladie socio-politique de ses concitoyens. Certaines phrases de Laurin citées par Jean-Claude Picard demeureront de petits bijoux. Je ne peux résister au plaisir de les reproduire. « Il est possible que son (le Québécois) refus du séparatisme soit bien plus l'effet de mécanismes d'inhibition, de crainte, d'infériorité ou de dénégation que d'une conviction basée sur une preuve logique rigoureuse. Devant l'Anglais qui peut représenter pour lui un substitut paternel envié et redouté, il peut ressentir toute l'étendue de sa faiblesse, de sa pauvreté, de son impuissance et de son dénuement. Il cherchera alors à s'identifier à lui, à apprendre sa langue, à épouser ses conceptions, à copier ses attitudes et son comportement, afin de communiquer à sa force et de ne pas s'exposer à des colères ou à des représailles qui signifieraient pour lui l'anéantissement. » En somme, Laurin décrivait en termes choisis les Québécois comme des esclaves victimes du syndrome de Stockholm!

Camille Laurin a indéniablement contribué à l'évolution de l'enseignement de la psychiatrie au Québec et du traitement des malades mentaux. Son propre cheminement fut toutefois celui d'un être très tourmenté, incapable tout au long de sa vie de gérer ses propres affaires et qui a toujours eu besoin de se réfugier dans une foi exaltée comme en témoignent ses dernières lettres. La fibre nationaliste s'est développée chez Laurin dans le bain d'une usine de munitions de Saint-Paul-L'Érmitte. C'est aussi dans ce dur milieu de travail où le collègue trouvait un emploi d'été qu'il a nourri des convictions sociales-démocrates. Laurin a cependant toujours profité de la générosité de mécènes pour payer ses études collégiales, de bourses par la suite, d'un ami prêtre pour lui trouver des logements, d'une belle-mère pour lui acheter une luxueuse maison à Outremont et lui payer de nombreux voyages, de collaborateurs déjà surchargés de travail pour le bichonner et s'occuper de ses affaires personnelles à sa place. Lui qui prétendait affranchir ses concitoyens complexés, il fut un homme toujours très dépendant d'une foule d'autres personnes.

Séminariste pendant un an, il bifurqua vers la médecine, mais il n'a pas non plus les aptitudes ni le goût pour soigner les corps. Il opte pour la psychiatrie, mais il étirera sa formation en Europe jusqu'à l'âge de 35 ans. De retour au Québec, on comprend qu'il s'est beaucoup plus intéressé à la réforme des soins psychiatriques qu'au traitement des malades. Encore la fuite en avant...

En somme, celui qui prétendait soigner l'âme collective de la société québécoise n'a pas su assumer les responsabilités auxquelles tout travailleur et père de famille pourvoyeur doit faire face. Artiste de la conciliation au sein de l'aile parlementaire et entre les différentes factions du Parti



Camille Laurin en 1980

québécois, Camille Laurin a aussi lamentablement échoué sa vie familiale et négligé les siens, d'abord pour satisfaire ses ambitions professionnelles à l'Institut Albert-Prévost, puis en politique. Jean-Claude Picard ne m'a pas rendu l'impénétrable docteur Laurin plus sympathique. Au contraire, l'opiniâtre ministre a perdu beaucoup du lustre que son autorité, son flegme, sa culture lui avaient conservé dans mes souvenirs. Démonter les mécanismes du cerveau d'un Camille Laurin était cependant une entreprise audacieuse et Jean-Claude Picard signe un bon livre de journaliste, très documenté et écrit dans le style vivant que ses anciens lecteurs du SOLEIL et du *Devoir* retrouveront avec plaisir.

Si, pour Camille Laurin comme pour tant d'autres souverainistes de sa génération, l'indépendance des Québécois devait enfin les libérer d'un joug, celle-ci est-elle toujours aussi nécessaire dans le Québec d'aujourd'hui? La question surgit inévitablement en refermant le livre de Picard, publié au début de la saison des idées au Parti québécois, un nouvel exercice de reformulation de la souveraineté-association.

JEAN-CLAUDE PICARD, *Camille Laurin: l'homme debout*, Les Éditions du Boréal

### COMMENTAIRES

## De Saint-Ambroise à Belledune : pour en finir avec les incinérateurs

Guy Lessard

Président du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec

(Lettre au ministre de l'Environnement du Québec, M. Thomas J. Mulcair)

Depuis 1997, les gens de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean subissent les conséquences d'un incinérateur de sols contaminés. Rappelons que c'est sans consultation de la population que l'entreprise obtenait alors un certificat d'autorisation par la direction régionale du ministère de l'Environnement du Québec pour amorcer ses activités. Encore aujourd'hui, des tonnes de sols contaminés en provenance des États-Unis, notamment, sont transportés pour alimenter cet incinérateur.

En 2003, c'est au tour des citoyens de la Baie-des-Chaleurs en Gaspésie d'essuyer un dur coup. Le projet d'incinérateur de sols contaminés de Belledune a obtenu l'aval du gouvernement du Nouveau-Brunswick sans qu'il n'y ait eu auparavant un examen

public du projet. Le gouvernement du Québec a reçu la même rebuffade, lui qui comptait sur une entente avec la province voisine pour procéder à l'évaluation de ce projet comme s'il devait prendre forme au Québec.

Il faut reconnaître que le ministre de l'Environnement du Québec, M. Thomas J. Mulcair, a jusqu'ici pris des positions très intéressantes dans le dossier de la gestion et du traitement des sols contaminés (incinérateur de Bennett Environnemental à Saint-Ambroise au Saguenay — Lac Saint-Jean et à Belledune au Nouveau-Brunswick). Dans le premier cas, le ministre a notamment promis une rigoureuse démarche de vigilance et de suivi sur laquelle nous fondons beaucoup d'espoirs.

Il y a eu, au cours des dernières années, une augmentation rapide et importante du volume de sols contaminés importés au Québec, et en lien direct, une augmentation proportionnelle du nombre et de la taille des lieux d'enfouissement et de traitement de ces matières. Entre 1993 et 1999, les importations vers le Québec de déchets dangereux toxiques sont pas-

sées de 71 725 tonnes par an à 333 147 tonnes, une hausse de près de 500 %. Cette augmentation s'expliquerait par la faiblesse de la réglementation environnementale québécoise, conjuguée au relèvement des règles américaines d'élimination.

**Il y a eu, au cours des dernières années, une augmentation rapide et importante du volume de sols contaminés importés au Québec**

Le traitement des matières dangereuses et des sols contaminés est pourtant synonyme de risque élevé pour l'environnement et la santé des populations. Ce n'est pas un hasard si le Collège des médecins de l'Ontario, en août 2002, a pris publiquement position contre tout projet d'incinération de déchets toxiques. La juge Danielle Côté de la Cour du Québec en rajoute dans son jugement rendu dans l'affaire La Reine contre Roch Lanthier lorsqu'elle invoque les ris-

ques pour la santé humaine reconnus aux émissions atmosphériques d'organochlorés. L'existence de ce risque, de plus en plus documenté, doit nous inciter à mettre en pratique le principe de précaution qui appelle à la plus grande prudence.

En outre, le RNCREQ considère que le transport de ces substances va à l'encontre d'un autre principe fondamental en environnement : l'amélioration des modes de production dans l'optique d'une réduction à la source. Tant que la filière de traitement apparaît comme une solution efficace, facile et peu coûteuse, il n'y a pas d'incitatif valable pour forcer les producteurs à adopter des pratiques et des comportements qui limitent l'utilisation de substances toxiques, et par conséquent, la contamination des sols, de l'air et de l'eau.

Le Québec a besoin d'une mise à jour de l'information concernant la gestion et le traitement des sols contaminés et des matières dangereuses. À notre avis, il est nécessaire que le ministère de l'Environnement produise un état complet de la situa-

tion dans ce dossier. Quelle est l'évolution des volumes de sols contaminés importés, traités, et enfouis au Québec? Quel est le bilan de conformité des entreprises de traitements? Quelles sont les plus récentes études épidémiologiques sur le sujet?

Les réponses à ces questions sont essentielles à la mise en place d'un plan d'action qui permettra enfin de résoudre cette importante problématique. Ce plan devra inévitablement faire en sorte que la réglementation relative au transport et au traitement des matières dangereuses et des sols contaminés soit resserrée. Il devra aussi favoriser les technologies de traitement qui s'installent directement sur les sites de production (technologie mobile), ou encore à proximité de ceux-ci, de manière à limiter l'accumulation des sous-produits de traitement dans l'environnement tout en réduisant les dangers occasionnés par le transport de ces substances.

Les conseils régionaux de l'environnement appuieront toutes les initiatives du ministre en ce sens.

## OPINIONS

DÉBAT

## L'ÉDUCATION ET LE PALMARÈS DES ÉCOLES

## Gare au nivellement par le bas

Grégory Roy et Marie-Claude Perras

Les auteurs habitent Saint-Émile

Nous sommes deux parents, professionnels et scolarisés, de deux enfants d'âge préscolaire. Plus nous lisons sur la réforme et les nouveaux « relevés de compétences » et plus nous nous inquiétons. Tout le système semble désormais pensé pour éviter le décrochage. On ne peut pas être contre la volonté d'aider les décrocheurs potentiels. Par contre, il est absolument ridicule d'établir tout le système scolaire en fonction des maillons les plus faibles de la chaîne. Est-ce que les élèves les plus performants sont bien servis par cette réforme ?

Nous y voyons une diminution des standards, une perte de rigueur, un nivellement vers le bas tendancieux, une érosion de la recherche de l'excellence qui nous attriste au plus haut point. J'aurais souhaité que, dès la première année, les enfants aient des cours d'anglais et d'espagnol. Que la biologie, l'écologie, l'informatique, la chimie, l'histoire et la sociologie retrouvent une place de choix dès le primaire. Si

l'école publique perd beaucoup d'élèves depuis quelques années, c'est peut-être que nous ne sommes pas les seuls à trouver que l'école doit être rigoureuse et nous mettre au défi.

## CHOIX ÉCLAIRÉ

Le bulletin des écoles de l'Institut économique de Montréal a le mérite de nous permettre de faire un choix éclairé en fonction des besoins et des aptitudes de nos enfants. L'école est un lieu où nos enfants doivent être stimulés intellectuellement, où ils découvriront leurs limites, où ils feront leur essor intellectuel.

Notre souhait le plus cher est que la génération future soit complètement trilingue et compétitive pour attirer des employeurs de choix dans la région. Est-ce que le nouveau relevé de compétences permettra de les attirer ou est-ce que le nivellement vers le bas les fera fuir vers des régions plus exigeantes sur le plan de leur système scolaire ?

La question se pose ! Si aujourd'hui nos jeunes ne savent pas écrire, est-ce que demain, ils auront aussi de la difficulté à compter ?

## Les écoles ne peuvent changer rapidement

Yvan Dutil

L'auteur habite Sainte-Foy

Encore une fois cette année, on nous ressort le fameux palmarès des écoles québécoises préparé par l'Institut économique de Montréal. Je ne m'attaquerai pas à la méthodologie de ce palmarès, mais plutôt à ce que nos concitoyens québécois ont fait des résultats de cette étude et de celle de Jean-Guy Blais.

Premièrement, il saute aux yeux à toute personne ayant eu à manipuler des données statistiques que la cote donnée aux écoles est fortement bruitée. Étant donné les échelles de temps impliquées, on ne peut pas évoquer des changements sociaux économiques ou pédagogiques, car ces paramètres ne varient pas beaucoup en un an. Ce bruit étant d'au moins 0,5 unité, il est alors tout à fait illusoire de rapporter les résultats par rang comme l'ont fait de nombreux journalistes. Plus encore, sur le nombre d'écoles présentes, on peut s'attendre à des fluctuations statistiques qui ont l'air d'une progression importante mais qui ne sont en fait qu'un artefact de mesure. Le cas du James Lyng High School est possiblement un de ces fluc-

tuations aléatoires qui n'indiquent en rien un progrès réel de l'école.

Afin d'éviter ce genre d'interprétation abusive, les résultats devraient être arrondis au 0,5 près, comme cela est la pratique courante en science. La simple constatation de l'existence d'un tel niveau de bruit devrait déjà rafraîchir les ardeurs des défenseurs d'un tel classement. Il devrait aussi soulever un doute profond sur la validité de la valeur ajoutée par l'école. Ici, les auteurs présentent leurs données sous une forme convenable en les regroupant en quatre catégories. Ils omettent cependant de dire qu'en ce qui a trait au bruit observé, il devient quasiment impossible de distinguer les bonnes écoles des mauvaises, même si on accepte comme vrai que 33% de la variance vient des écoles !

Jean-Guy Blais affirme pour sa part que seulement 17% de la variance dépend des écoles et que cela rend le classement impossible. Il s'agit de la même conclusion à laquelle sont parvenus de nombreux chercheurs partout dans le monde. Et cela aurait dû être la conclusion de tous ceux qui auraient pris la peine d'analyser les données du palmarès !

## CARREFOUR DES LECTEURS

## Chapeau Télé-Québec !

La télévision québécoise étant devenue ce qu'elle est — c'est-à-dire de moins en moins fréquentable —, il faut parfois savoir se révéler bon prince, ou tendre princesse, à titre d'auditeur.

Télé-Québec n'échappe plus, hélas, à cette déliquescence généralisée de notre petit écran national — compte tenu notamment qu'on a l'impression que les *Diabolo menthe* (présumée « locomotive » de la programmation de la soirée ! Ah ! ce que l'on s'ennuie dans ce créneau de la charmante Sophie, totalement à contre-emploi chez *Belle et Bum*, par ailleurs), les Anne-Marie Losique et autres *Francs-tireurs* s'adressent tous au même auditoire que *Ramdam*, *Macaroni tout garni*, *Banzaï* ou *Malcolm*.

Il faut dire que Télé-Québec nous a offert une soirée formidable le 6 novembre 2003, entre 20 h et 23 h : René Lévesque, le (quasi non moins) mythique couple *Simonne et Chartrand* (Geneviève Rioux et Luc Picard y sont tout simplement criants de vérité : quelle leçon d'histoire et de détermination !), Jacques Parizeau, Camille Laurin, Henri Bourassa et le fort mal aimé (parce que surtout fort mal connu) Lionel Groulx.

Après plus mûre réflexion, j'affirmerai qu'il n'est peut-être pas si mal de ne pas se faire séduire de la sorte trop souvent par notre télévision : que ferions-nous d'autre, en effet, en ces occasions... ? Sauf qu'il n'y a pour l'heure rien à craindre à ce sujet : nous sommes fort loin du compte. Alors bravo pour cette fois, Télé-Québec. Au fil d'arrivée, vous demeurez en définitive la moins bête de nos antennes. Puissiez-vous persister.

Marie Lacroix  
Québec

## Des soins plus humains

Il y a tout juste 20 ans, une personne qui m'était très chère était hospitalisée à Saint-Sacrement. L'issue était évidente : quelques jours, quelques semaines et ce serait la fin. Alors, la famille et la patiente ont sombré dans une sorte de vide plutôt terrifiant. Bien sûr, les soins infirmiers étaient toujours aussi bien dispensés, mais il n'y avait plus d'échange avec le personnel médical. Quant au personnel infirmier, il s'en tenait aux civilités d'usage, évitant toute question embarrassante pendant que les médecins disparaissaient, occupés aux soins « dits actifs ». Les proches ne savaient plus à quelle porte frapper. Vingt ans plus tard, même hôpital, même situation. Sauf que le médecin spécialiste rencontre la famille pour lui dire que tout a été fait, que ses confrères et lui ne peuvent plus rien pour la malade, mais qu'elle sera confiée à une équipe de médecine familiale, habilitée à dispenser tous les soins palliatifs dont elle pourra avoir besoin. De plus, un membre de cette équipe communique aussi avec la famille pour l'assurer de leur présence et de leur disponibilité. La difficile réalité est toujours là, mais le climat s'en trouve sensiblement allégé et empreint de respect. Personnellement, à une époque où l'on a trop souvent tendance à occulter la mort, cela est réconfortant de constater que l'on travaille à humaniser un tel processus. Tout n'est peut-



« Quand je vois un résident de Lévis devoir payer pour se rendre travailler à Québec en empruntant le traversier alors qu'il n'en coûte rien pour se rendre à l'Isle-aux-Coudres, tant pour les résidents que les vacanciers, je me dis que ce n'est pas égal pour tout le monde », dit Michel Barras, de Lévis.

être pas encore parfait, mais il s'agit là d'un incontestable progrès. Merci et bravo !

Lyse Tremblay  
Québec

## Ce sont nos enfants !

Assisterons-nous à un nouveau partenariat ? L'Église et l'État. Au cours de la semaine du 27 octobre 2003, le cardinal Ouellet et Bernard Landry, deux personnes qui ont passé l'âge de fonder une famille, mais qui pratiquent chacun une religion personnelle, se sont également prononcés sur la nécessité, pour l'un et l'autre, d'embrasser les jeunes, une fois qu'ils sont faits. La jeunesse n'a pas fini d'attiser leur convoitise. Les *pôvres*, espérons que cet acharnement à les posséder ne les rendra pas sourds, muets et aveugles ! Espérons surtout que l'adolescence les réveillera avant que le fait qu'ils appartiennent à l'État ou à l'Église ne soit irrévocable.

Renée Legault  
Berthier-sur-Mer

« Avant de procéder à une refonte de notre État, le gouvernement libéral (que dirige Jean Charest), en bon démocrate, devrait préciser ce qu'il entend faire et soumettre son plan au suffrage populaire », croit Jacques Vaillancourt de Charlesbourg.

## Le privé et le pays

Jean Charest sera celui qui va faire advenir la souveraineté du Québec. Il veut y appliquer une nouvelle façon de gouverner la province, le PPP, le Partenariat Public Privé. Selon le modèle de l'Angleterre, notre mère patrie. Notre premier ministre ne nous dit pas que si ça coûte moins cher, c'est parce que des travailleurs seront payés moins cher. Il ne nous parle pas de l'état lamentable du réseau d'aqueduc et de transport ferroviaire d'Angleterre. L'entreprise privée n'existe que pour le capital. Elle ne développe pas un pays.

Martin Gauthier  
Rimouski

## Le beurre et l'argent...

Le gouvernement Charest fournira 94% des sommes nécessaires pour le projet d'aqueduc, d'égout et de voirie à l'Isle-aux-Coudres. À la question est-ce trop cher payer pour 1000 résidents (83% de la population), le maire répond non, puis il énumère une foule de raisons. Ces mêmes raisons, on les retrouverait dans la bouche des maires de tous les petits villages aux prises avec de tels problèmes. Sauf qu'ils n'ont pas la chance de faire payer 94% des coûts de ces travaux. Quand je vois un résident de Lévis devoir payer pour se rendre travailler à Québec en empruntant le traversier alors qu'il n'en coûte rien pour se rendre à l'Isle-aux-Coudres, tant pour les résidents que les vacanciers, je me dis que ce n'est pas égal pour tout le monde.

Michel Barras  
Lévis

## État à vendre (pas cher)

Depuis que les libéraux sont au pouvoir, ils donnent l'impression de vouloir céder de grands pans du bien

public à l'entreprise privée. Le Conseil du patronat ne s'en réjouit pas ; il jubile. Les syndicats craignent le pire, avec raison. La refonte de l'État laissée aux bons soins de quelques firmes privées, la dilution de l'article 45 pour permettre une percée du privé dans le public par la sous-traitance, le recours à des firmes privées de relations publiques pour vendre la politique libérale, tout cela indique le désengagement du politique par rapport aux intérêts strictement économiques d'une minorité. Et ces firmes privées, qui vont négocier avec le gouvernement et profiter des largesses de notre portefeuille, croyez-vous qu'elles auront des liens avec les libéraux au pouvoir ? Il est normal que ceux qui ont contribué à la victoire du parti en profitent, non ?

Il est difficile de voir comment on pourrait arrêter cette hémorragie des fonds publics vers le privé par la sous-traitance quand on sait que la résistance organisée des syndicats risque d'être matée à coups de lois spéciales et que les citoyens sont plus ou moins désabusés de la politique. Avant de procéder à une refonte de notre État, le gouvernement libéral, en bon démocrate, devrait préciser ce qu'il entend faire (il n'a pas le mandat d'en faire ce que bon lui semble), et soumettre son plan au suffrage populaire. L'architecte d'un gouvernement démocratique, si je ne m'abuse, c'est nous, le peuple. Et il ne s'agit pas de changer les fenêtres...

Jacques Vaillancourt  
Charlesbourg

## Appelez le 9-1-1...

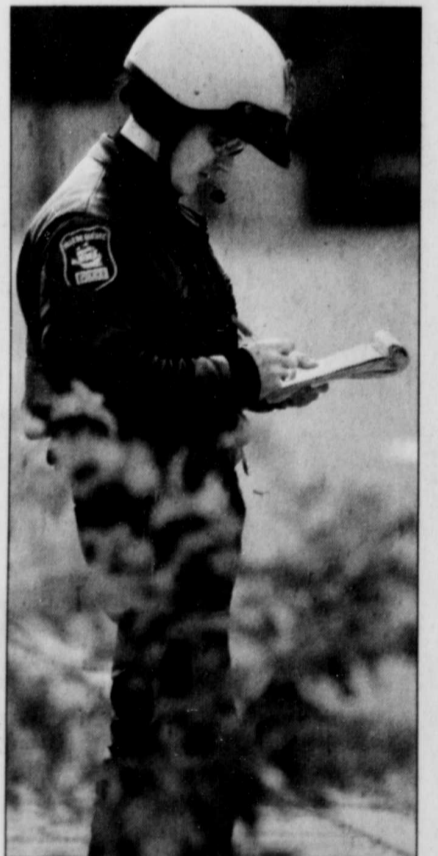
Quand on voulait parler à la police de la Haute-Saint-Charles, sans qu'il y ait urgence, on appelait au numéro 845-1911. J'ai fait ce numéro pour me renseigner sur une agression qui avait eu lieu dans ma rue. On m'a dit que le numéro était changé pour le 691-7722. J'ai signalé ce numéro et c'est le 9-1-1 qui a répondu. Pour me donner le renseignement, cela a pris

trois minutes. J'ai donc pris deux minutes sur le temps des urgences... pour un simple renseignement.

Raymond Martel  
Loretteville

## Impeccable !

Le 31 octobre, je me suis rendu en ville me trouver un costume d'Halloween. Par chance, je me stationne en face de la boutique qui avait les articles que je cherchais. J'étais tellement content que j'en ai oublié... le parcومتر. J'ai mis moins de 15 minutes pour compléter mes achats. À la sortie, j'ai trouvé un « vous-savez-quoi » dans le pare-brise. Bravo à tous les agents de stationnement de la Ville de Québec. Vous faites un boulot impeccable même si je crois qu'il s'agit d'une taxe... déguisée. Par contre, je suis témoin de toutes sortes de situations plus aberrantes lorsque je suis au volant de ma voiture : des automobilistes qui ne font pas leur arrêt obligatoire, d'autres qui suivent trop près sur l'autoroute, des ultra-pressés qui excèdent largement les limites de vitesse et qui font preuve de zéro courtoisie, etc. Si les policiers de Québec étaient aussi vigilants que les agents de stationnement, la vie sur les routes de la capitale nationale serait... impeccable !

Yves Tremblay  
Sainte-Foy

Il n'est jamais très plaisant de recevoir une contravention.

## ÉCRIVEZ-NOUS !

Vous voulez réagir à une question d'actualité, exposer votre point de vue, commenter un débat public, faire part d'une réflexion ou témoigner d'une expérience personnelle ?

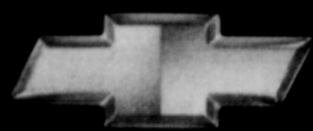
Écrivez-nous à

opinion@lesoleil.com.

Adresse postale :

Carrefour des lecteurs,  
Journal LE SOLEIL,  
925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547,  
Succ. Terminus, Québec, G1K 7J6

Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit de réviser et d'abréger ces lettres au besoin.



# CHEVROLET

## Offre d'introduction exceptionnelle sur nos 2004

# 0% FINANCEMENT À L'ACHAT\*

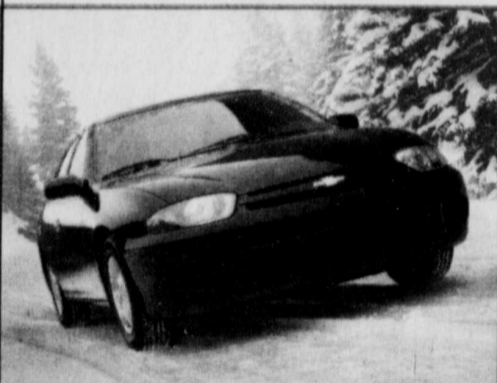
# PLUS

# 500\$ DE RÉDUCTION\*

À L'ACHAT OU À LA LOCATION, SUR PRESQUE TOUS LES MODÈLES  
POUR UN TEMPS LIMITÉ

### GM

Canada



### 2004 CHEVROLET CAVALIER VL 2 et 4 portes

- Garantie 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise
- Moteur ECOTEC 2.2L de 140 hp • Transmission manuelle Getrag 5 vitesses
- Banquette arrière repliable divisée 60/40 • Aileron sur le modèle 2 portes
- Sacs gonflables à déploiement adapté côtés conducteur et passager avant

**169\$** PAR MOIS  
TERME DE 48 MOIS\*\*

**0%**  
FINANCEMENT À L'ACHAT\*

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ\* **500\$ DE RÉDUCTION INCLUS\***



### 2004 CHEVROLET VENTURE MAXI VALEUR

- Garantie 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise
- Moteur V6 3,4L de 185 hp • Transmission automatique électronique 4 vitesses
- Climatiseur • Portes électriques avec télédéverrouillage • Radio AM-FM stéréo avec lecteur CD • Configuration 7 passagers avec siège pour enfant intégré

**228\$** PAR MOIS  
TERME DE 48 MOIS\*\*

**0%**  
FINANCEMENT À L'ACHAT\*

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ\* **500\$ DE RÉDUCTION INCLUS\***



### 2004 OLDSMOBILE ALERO 4 portes

- Garantie 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise
- Moteur ECOTEC 4-cyl. d'aluminium 2.2L de 140 hp • Transmission automatique 4 vitesses • Groupe Style Alero incluant: siège conducteur ajustable en hauteur à réglage électrique, aileron, roues de 16 po en aluminium avec reflet peint argent
- Climatiseur • Régulateur de vitesse avec commandes au volant

**218\$** PAR MOIS  
TERME DE 48 MOIS\*\*

**0%**  
FINANCEMENT À L'ACHAT\*

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ\* **500\$ DE RÉDUCTION INCLUS\***



### 2004 CHEVROLET TRAILBLAZER LS 4x4

- Moteur Votec 4200 16 de 275 hp • Transmission automatique 4 vitesses avec surmultipliée • Boîte de transfert Autotrac • Pont arrière autobloquant
- Climatisation à deux zones • Roues de 16 po en aluminium • Vitres et rétroviseurs chauffants à commandes électriques

**398\$** PAR MOIS  
TERME DE 48 MOIS\*\*

**0%**  
FINANCEMENT À L'ACHAT\*

**500\$ DE RÉDUCTION INCLUS\***



### 2004 CHEVROLET IMPALA

- Moteur V6 3,4L de 180 hp • Transmission automatique électronique 4 vitesses avec surmultipliée • Climatisation à deux zones • Portes, vitres, rétroviseurs et coffre à commandes électriques avec télédéverrouillage
- Régulateur de vitesse avec commandes au volant • 6 passagers

**258\$** PAR MOIS  
TERME DE 48 MOIS\*\*

**0%**  
FINANCEMENT À L'ACHAT\*

**500\$ DE RÉDUCTION INCLUS\***



### 2004 CHEVROLET SILVERADO à cabine allongée

- Moteur V8 Votec 4800 de 285 hp • Transmission automatique 4 vitesses avec surmultipliée et mode remorquage charge lourde • Freins à disque avec système ABS aux 4 roues • Banquette avant divisée 40/20/40 avec garniture en tissu • Pont arrière autobloquant • Climatisation à deux zones

**378\$** PAR MOIS  
TERME DE 30 MOIS\*\*

**0%**  
FINANCEMENT À L'ACHAT\*

**500\$ DE RÉDUCTION INCLUS\***  
50% DE RÉDUCTION SUR CERTAINS GROUPES D'ACCESSOIRES\*

## LIQUIDATION FINALE 2003

# 0% FINANCEMENT À L'ACHAT\*

60 MOIS

# PLUS

# 2000\$ DE RÉDUCTION\*\*

À L'ACHAT, SUR CERTAINS MODÈLES



### BIEN PLUS.



L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. \*Taux de financement à l'achat de 0% s'appliquant à la plupart des véhicules neufs sélectionnés 2003 et 2004 en stock. Termes allant jusqu'à 60 mois sur la plupart des modèles 2003, et jusqu'à 36 mois sur la plupart des modèles 2004. L'offre de financement à l'achat ne s'applique pas aux modèles Cadillac, Corvette de Chevrolet, SSR de Chevrolet, Hummer, aux camions série W et poids moyens et aux fourgonnettes passagers et marchandises/coupées. \*\*La réduction de 2000\$ comprend les taxes applicables et est incluse dans les offres de cette publicité. \*\*Offres s'appliquant aux modèles neufs 2004 suivants: Cavalier (1JC37/R7A ou 1JC69/R7A), Impala (1WF19/R7A), Alero (3NK69/R7A), Venture (1UN16/R7A), TrailBlazer (CT15506/R7A) et Silverado à cabine allongée (CC15753/R7F). Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (Silverado 30 mois) avec versement initial ou échange équivalent: Cavalier (2 118 \$), Impala (3 383 \$), Alero (2 984 \$), Venture (2 824 \$), TrailBlazer (5 259 \$) et Silverado à cabine allongée (3 967 \$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance, taxes et droits en sus. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km à l'exception du Silverado à cabine allongée, frais de 12 ¢ après 50 000 km. Dépôt de sécurité (Impala: 300 \$, TrailBlazer: 475 \$, Silverado: 450 \$) et première mensualité exigés à la livraison. \*Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigée à la livraison. \*Cette offre est disponible chez les concessionnaires participants, sous réserve de certaines conditions. \*\*La réduction de 2000\$ s'applique uniquement à l'offre de financement à l'achat. Elle s'applique à tous les modèles 2003 suivants: Cavalier, Alero, Venture et Silhouette. Elle comprend les taxes applicables et la réduction de 500\$ reliée à l'essai routier 24 heures, le cas échéant. Quantités limitées, jusqu'à épuisement des stocks. L'essai routier 24 heures ne s'applique pas à tous les véhicules. La disponibilité des véhicules peut varier selon le concessionnaire. L'offre se termine le 30 novembre 2003. S'applique aux conducteurs de plus de 21 ans, ayant un permis de conduire canadien valide et étant un acheteur qualifié. Sous réserve de certaines conditions. Des restrictions d'utilisation s'appliquent et une assurance automobile est requise. Visitez [gmcanada.com](http://gmcanada.com) ou votre détaillant pour en savoir plus. L'essai routier, l'offre de financement à l'achat et la réduction de 500\$ (taxes incluses) ne s'appliquent pas aux modèles Cadillac XLR, Corvette de Chevrolet, SSR de Chevrolet, Hummer et aux camions série W et poids moyens. La réduction de 500\$ (taxes incluses) ne s'applique pas aux camionnettes C-K et châssis-cabine série 2500 HD et 3500. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à [gmcanada.com](http://gmcanada.com) ou au 1 800 463-7483.

